

Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : 54-1480
Compte rendu intégral : 10 décembre 2015.
Sénat (www.senate.be)
Documents : 6-251
Annales du Sénat : 11 décembre 2015.

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken: 54-1480
Integraal verslag: 10 december 2015.
Senaat (www.senate.be)
Stukken : 6-251
Handelingen van de Senaat : 11 december 2015.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

[2015/205966]

26 DECEMBRE 2015. — Loi-programme (I) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE II. — Budget

CHAPITRE 1^{er}. — *Abrogation de fonds organiques visés à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires*

Section 1^{re}. — SPF Chancellerie du Premier Ministre

Art. 2. Le Fonds destiné au financement des missions d'information et de communication développées par la Direction générale Communication Externe est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi du 27 décembre 1990 organique créant des fonds budgétaires, la rubrique 02-1 - Fonds destiné au financement des missions d'information et de communication développées par la Direction générale Communication Externe, insérée par la loi-programme du 2 août 2002, est abrogée.

Art. 3. L'article 179 de la loi-programme du 2 août 2002 est abrogé.

Section 2. — SPF Budget et Contrôle de la Gestion

Art. 4. Le Fonds de préfinancement des dépenses non imputables directement en cas de grande catastrophe est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 03-2-Fonds de préfinancement des dépenses non imputables directement en cas de grande catastrophe, insérée par la loi-programme du 8 avril 2003, est abrogée.

Art. 5. Les articles 125 à 129 de la loi-programme du 8 avril 2003 sont abrogés.

Section 3. — SPF Intérieur

Art. 6. Le Fonds de la sécurité contre l'incendie et l'explosion est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 13-4 - Fonds de la sécurité contre l'incendie et l'explosion, modifiée en dernier lieu par la loi-programme du 29 mars 2012, est abrogée.

Art. 7. Les articles 6, § 2, de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2007, 153 de la loi-programme du 2 août 2002, 414 à 416 de la loi-programme du 22 décembre 2003 et 40 de la loi-programme du 29 mars 2012 sont abrogés.

Art. 8. § 1^{er}. Le Fonds spécial pour des dépenses spécifiques des centres intégrés d'appel d'urgence (centres 112) est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et ajoutés aux ressources générales du Trésor.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

[2015/205966]

26 DECEMBER 2015. — Programmawet (I) (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL II. — Begroting

HOOFDSTUK 1. — *Opheffing van organieke fondsen bedoeld in de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen*

Afdeling 1. — FOD Kanselarij van de eerste minister

Art. 2. Het Fonds bestemd voor de financiering van informatie- en communicatieopdrachten ontwikkeld door de Algemene Directie Externe Communicatie wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 02-1 - Fonds bestemd voor de financiering van informatie- en communicatieopdrachten ontwikkeld door de Algemene Directie Externe Communicatie, ingevoegd bij de programmawet van 2 augustus 2002, opgeheven.

Art. 3. Artikel 179 van de programmawet van 2 augustus 2002 wordt opgeheven.

Afdeling 2. — FOD Budget en Beheerscontrole

Art. 4. Het Fonds tot prefinanciering van de niet onmiddellijk toewijsbare uitgaven in geval van grote catastrofe wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 03-2-Fonds tot financiering van de niet onmiddellijk toewijsbare uitgaven in geval van grote catastrofe, ingevoegd bij de programmawet van 8 april 2003, opgeheven.

Art. 5. De artikelen 125 tot 129 van de programmawet van 8 april 2003 worden opgeheven.

Afdeling 3. — FOD Binnenlandse Zaken

Art. 6. Het Fonds voor de beveiliging tegen brand en ontploffing wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van de begrotingsfondsen wordt de rubriek 13-4 - Fonds voor de beveiliging tegen brand en ontploffing, laatst gewijzigd door de programmawet van 29 maart 2012, opgeheven.

Art. 7. De artikelen 6, § 2, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, 153 van de programmawet van 2 augustus 2002, 414 tot 416 van de programmawet van 22 december 2003 en 40 van de programmawet van 29 maart 2012 worden opgeheven.

Art. 8. § 1. Het Bijzonder Fonds voor specifieke uitgaven van de geïntegreerde centra van dringende oproepen (centra 112) wordt opgeheven.

De beschikbare middelen op 31 december 2015 worden van bestemming veranderd en bij de algemene middelen van de Schatkist gevoegd.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 13-10 - Fonds spécial pour des dépenses spécifiques des centres intégrés d'appel d'urgence (centres 112), insérée par la loi-programme du 9 juillet 2004 et modifiée en dernier lieu par la loi-programme du 29 mars 2012, est abrogée.

Art. 9. L'article 91 de la loi-programme du 9 juillet 2004, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 29 mars 2012, est abrogé.

Art. 10. Le Fonds d'acquisition de matériel et d'équipement propres aux missions des services d'incendie, pour compte des communes, des intercommunales et du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la région de Bruxelles-Capitale, est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 13-11 - Fonds d'acquisition de matériel et d'équipement propres aux missions des services d'incendie, pour compte des communes, des intercommunales et du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la région de Bruxelles-Capitale, insérée par la loi-programme du 27 décembre 2004, est abrogée.

Art. 11. Les articles 473 et 474 de la loi-programme du 27 décembre 2004 sont abrogés.

Section 4. — Ministère de la Défense nationale

Art. 12. § 1^{er}. Un fonds 16-4 est créé pour le emploi des recettes provenant de prestations effectuées contre paiement, de l'aliénation de matériel, de matières ou de munitions excédentaires et de l'aliénation de biens immeubles faisant partie du patrimoine confié à la gestion du ministre de la Défense, qui constitue un fonds budgétaire dans le sens de l'article 62 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral.

A partir de l'année budgétaire 2016, seul l'encours peut encore être liquidé sur les fonds budgétaires 16-1 "fonds pour prestations contre paiement", 16-2 "fonds de emploi des recettes provenant de l'aliénation de matériel, matières et munitions excédentaires" et 16-3 "fonds de emploi des recettes provenant de l'aliénation de biens immeubles".

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 16 - Défense est complétée par ce qui suit :

« 16-4 - Fonds de emploi des recettes provenant de prestations pour tiers, de l'aliénation de matériel, matières et munitions excédentaires et de l'aliénation de biens immeubles faisant partie du patrimoine confié à la gestion du ministre de la Défense.

Nature des recettes affectées :

Produit de prestations contre paiement, de l'aliénation de matériel, matières et munitions excédentaires et de l'aliénation de biens immeubles faisant partie du patrimoine confié à la gestion du ministre de la Défense.

Nature des dépenses autorisées :

Dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement et les dépenses connexes aux opérations d'aliénation. »

Art. 13. L'article 3 de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires est abrogé.

Section 5. — Police fédérale et Fonctionnement intégré

Art. 14. A la rubrique 17 - Police fédérale et fonctionnement intégré du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la mention "Nature des recettes affectées" de la rubrique 17-1, les mots "aux rubriques 17-2 et 17-3" sont remplacés par les mots "à la rubrique 17-4".

2° dans la mention "Nature des dépenses autorisées" de la rubrique 17-1, les mots "mais à l'exception des dépenses visées au Fonds pour la livraison d'habillement et d'équipement contre paiement au personnel des services de police, et au Fonds pour les opérations de recettes et de dépenses relatives aux fonctionnaires de police fédéraux détachés pour le compte des zones pluricommunales et des communes" sont abrogés;

3° la rubrique 17-4 est remplacée par ce qui suit :

« Dénomination du fonds budgétaire organique :

§ 2. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van de begrotingsfondsen wordt de rubriek 13-10 - Bijzonder Fonds voor specifieke uitgaven van de geïntegreerde centra van dringende oproepen (centra 112), ingevoegd bij de programmawet van 9 juli 2004 en laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 29 maart 2012, opgeheven.

Art. 9. Artikel 91 van de programmawet van 9 juli 2004, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 29 maart 2012, wordt opgeheven.

Art. 10. Het Fonds voor de aanschaffing van materieel en uitrusting voor de opdrachten van de brandweerdiensten, voor rekening van de gemeenten, de intercommunales en de dienst voor brandweer en dringende medische hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van de begrotingsfondsen wordt de rubriek 13-11 - Fonds voor de aanschaffing van materieel en uitrusting voor de opdrachten van de brandweerdiensten, voor rekening van de gemeenten, de intercommunales en de dienst voor brandweer en dringende medische hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2004, opgeheven.

Art. 11. De artikelen 473 en 474 van de programmawet van 27 december 2004 worden opgeheven.

Afdeling 4. — Ministerie van Landsverdediging

Art. 12. § 1. Er wordt een fonds 16-4 opgericht voor wedergebruik van de ontvangsten voortvloeiend uit prestaties tegen betaling, de vervreemding van overtollig geworden materieel, waren of munitie en uit de vervreemding van onroerende goederen die deel uitmaken van het aan het beheer van de minister van Defensie toevertrouwde patrimonium, dat een begrotingsfonds vormt in de zin van artikel 62 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de Federale Staat.

Op de begrotingsfondsen 16-1 "fonds voor prestaties tegen betaling", 16-2 "fonds voor wedergebruik van ontvangsten voortvloeiend uit vervreemding van overtollig materieel, waren en munitie" en 16-3 "fonds voor wedergebruik van ontvangsten voortvloeiend uit de vervreemding van onroerende goederen" kan vanaf het begrotingsjaar 2016 enkel het encours nog vereffend worden.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, wordt de rubriek 16 - Landsverdediging aangevuld als volgt :

« 16-4 - Fonds voor wedergebruik van de ontvangsten voortvloeiend uit prestaties voor derden, uit de vervreemding van overtollig geworden materieel, waren en munitie en uit de vervreemding van onroerende goederen die deel uitmaken van het aan het beheer van de minister van Defensie toevertrouwde patrimonium.

Aard van de toegewezen ontvangsten:

Opbrengst van de prestaties tegen betaling, van de vervreemding van overtollig geworden materieel, waren of munitie en van de vervreemding van onroerende goederen die deel uitmaken van het aan het beheer van de minister van Defensie toevertrouwde patrimonium.

Aard van de toegestane uitgaven :

Personeels-, werkings- en investeringsuitgaven en de met de vervreemdingsverrichtingen verbonden uitgaven. »

Art. 13. Artikel 3 van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, wordt opgeheven.

Afdeling 5. — Federale Politie en Geïntegreerde Werking

Art. 14. In de rubriek 17 - Federale politie en geïntegreerde werking van de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de vermelding "Aard van de toegewezen ontvangsten" van rubriek 17-1 worden de woorden "rubrieken 17-2 en 17-3" vervangen door de woorden "rubriek 17-4";

2° in de vermelding "Aard van de toegestane uitgaven" van rubriek 17-1 worden de woorden "maar met uitzondering van de uitgaven bedoeld in het Fonds voor de levering van kleding en uitrusting tegen betaling aan het personeel van de politiediensten, en in het Fonds voor de ontvangsten- en uitgavenverrichtingen met betrekking tot de voor rekening van de gedetacheerde federale politieambtenaren naar de meergemeentezones en de gemeenten" geschrapt;

3° rubriek 17-4 wordt vervangen als volgt :

« Benaming van het organiek begrotingsfonds :

17-4 - Fonds pour les opérations de recettes et de dépenses relatives aux projets subsidiés par les institutions européennes et internationales.

Nature des recettes affectées :

A l'exception de celles visées au Fonds européen fédéral pour l'asile et la migration et la Sécurité intérieure - Programmation 2014-2020, les montants versés par les institutions européennes et internationales relatives à des prestations, contributions, recettes, paiements ou solde positif visés à l'article 115, § 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Nature des dépenses autorisées :

Toutes les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement pour l'exécution de projets agréés par les institutions européennes et internationales. »

Section 6. — SPF Finances

Art. 15. § 1^{er}. Le Fonds relatif à la titrisation des dettes d'impôts indirects est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et ajoutés aux ressources générales du Trésor.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 18-3 - Fonds relatif à la titrisation des dettes d'impôts indirects, insérée par la loi-programme du 27 décembre 2006, est abrogée.

Art. 16. L'article 91 de la loi-programme du 27 décembre 2006 est abrogé.

Section 7. — SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

Art. 17. Le Fonds d'expérience professionnelle est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 23-9 - Fonds d'expérience professionnelle, insérée par la loi du 5 septembre 2001 et modifiée par la loi-programme du 27 décembre 2004, est abrogée.

Art. 18. Les articles 24 à 26 et 35 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs modifiés par la loi-programme du 27 décembre 2004, sont abrogés.

Section 8. — SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement

Art. 19. Le Fonds Croix-Rouge de Belgique est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 25-2 - Croix-Rouge de Belgique, est abrogée.

Art. 20. Le Fonds Protection contre les radiations ionisantes est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 25-9 - Fonds Protection contre les radiations ionisantes, est abrogée.

Art. 21. Le Fonds d'indemnisation d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 25-10 - Fonds d'indemnisation d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine, insérée par la loi du 3 décembre 1999, est abrogée.

Art. 22. Les articles 9, 10 et 14 de la loi du 3 décembre 1999 relative à des mesures d'aide en faveur d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine sont abrogés.

Section 9. — SPF Economie

Art. 23. Le Fonds spécial destiné à couvrir les frais de fonctionnement généralement quelconques du Centre du Traitement de l'Information est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 32-1 - Fonds spécial destiné à couvrir les frais de fonctionnement généralement quelconques du Centre du Traitement de l'Information, est abrogée.

Art. 24. Le Fonds pour la prospection, l'exploration et l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes de la mer territoriale, du plateau continental de la Belgique et les fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale est abrogé.

17-4 - Fonds voor de ontvangsten en uitgavenverrichtingen met betrekking tot projecten gesubsidieerd door de Europese en internationale instellingen.

Aard van de toegewezen ontvangsten :

Met uitzondering van die bedoeld in het Federaal Europees Fonds voor Asiel en Migratie en Interne Veiligheid - Programmatie 2014-2020, de gestorte bedragen komende van de Europese en internationale instellingen aangaande prestaties, bijdragen, ontvangsten, betalingen of positief saldo bedoeld in artikel 115, § 2, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Aard van de toegestane uitgaven :

Alle personeels-, werkings- en investeringsuitgaven voor de uitvoering van de door de Europese en internationale instellingen gesubsidieerde projecten. »

Afdeling 6. — FOD Financiën

Art. 15. § 1. Het begrotingsfonds betreffende de effectisering van de indirecte belastingschulden wordt opgeheven.

De beschikbare middelen op 31 december 2015 worden gedesafficeerd en bij de algemene middelen van de Schatkist gevoegd.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van de begrotingsfondsen, wordt de rubriek 18-3 - Fonds betreffende de effectisering van de indirecte belastingschulden, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2006, opgeheven.

Art. 16. Artikel 91 van de programmawet van 27 december 2006 wordt opgeheven.

Afdeling 7. — FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg

Art. 17. Het Ervaringsfonds wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 23-9 - Ervaringsfonds, ingevoegd bij de wet van 5 september 2001 en gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2004, opgeheven.

Art. 18. De artikelen 24 tot 26 en 35 van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers, gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2004, worden opgeheven.

Afdeling 8. — FOD Volksgezondheid Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu

Art. 19. Het Fonds Rode Kruis van België wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, wordt de rubriek 25-2 - Rode Kruis van België, opgeheven.

Art. 20. Het Fonds Bescherming tegen de ioniserende stralingen wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, wordt de rubriek 25-9 - Fonds Bescherming tegen de ioniserende stralingen, opgeheven.

Art. 21. Het Fonds voor de schadeloosstelling van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van de begrotingsfondsen wordt de rubriek 25-10 - Fonds voor de schadeloosstelling van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis, ingevoegd bij de wet van 3 december 1999, opgeheven.

Art. 22. De artikelen 9, 10 en 14 van de wet van 3 december 1999 betreffende steunmaatregelen ten gunste van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis worden opgeheven.

Afdeling 9. — FOD Economie

Art. 23. Het Speciaal Fonds bestemd tot dekking van allerhande werkingskosten van het Centrum voor Informatieverwerking wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 32-1 - Speciaal Fonds bestemd tot dekking van allerhande werkingskosten van het Centrum voor Informatieverwerking, opgeheven.

Art. 24. Het Fonds voor de prospectie, exploratie en de exploitatie van minerale en andere niet-levende rijkdommen van de territoriale zee, het continentaal plat van België en de zee- en oceanbodembodem en de ondergrond ervan voorbij de grenzen van de nationale rechtsmacht wordt opgeheven.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 32-5 - Fonds pour la prospection, l'exploration et l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes de la mer territoriale, du plateau continental de la Belgique et les fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale, est abrogée.

Art. 25. Le Fonds de Traitement du Surendettement est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 32-9 - Fonds de Traitement du Surendettement, est abrogée.

Art. 26. Le Fonds Jeux de Hasard est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 32-10 - Fonds Jeux de Hasard, insérée par la loi-programme du 30 décembre 2001, est abrogée.

Art. 27. L'article 146 de la loi-programme du 30 décembre 2001 est abrogé.

Art. 28. § 1^{er}. Le Fonds agricole est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et sont ajoutés aux ressources générales du Trésor.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 32-12 - Fonds agricole, est abrogée.

Art. 29. § 1^{er}. Le Fonds de réductions forfaitaires pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et sont ajoutés aux ressources générales du Trésor.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 32-17 - Fonds de réductions forfaitaires pour le chauffage au gaz naturel et à l'électricité, insérée par la loi-programme du 22 décembre 2008, est abrogée.

Art. 30. Les articles 35 et 36 de la loi-programme du 22 décembre 2008 sont abrogés.

Art. 31. § 1^{er}. Le Fonds de réductions forfaitaires pour le chauffage au gasoil de chauffage, le pétrole lampant (type C) et le gaz propane est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et sont ajoutés aux ressources générales du Trésor.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 32-18 - Fonds de réductions forfaitaires pour le chauffage au gasoil de chauffage, le pétrole lampant (type C) et le gaz propane, insérée par la loi-programme du 22 décembre 2008, est abrogée.

Art. 32. Les articles 53 et 54 de la loi-programme du 22 décembre 2008 sont abrogés.

Art. 33. Le Fonds budgétaire Banque-Carrefour des Entreprises est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 32-19 - Fonds budgétaire Banque-Carrefour des Entreprises, insérée par la loi-programme du 23 décembre 2009, est abrogée.

Art. 34. L'article 31/1 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, inséré par la loi-programme du 23 décembre 2009, et l'article 208 de la loi-programme du 23 décembre 2009 sont abrogés.

Section 10. — SPF Mobilité et Transports

Art. 35. Le Fonds d'orientation des entreprises publiques est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 33-2 - Fonds d'orientation des entreprises publiques, insérée par la loi du 24 décembre 1993, est abrogée.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 32-5 - Fonds voor de prospectie, exploratie en de exploitatie van minerale en andere niet-levende rijkdommen van de territoriale zee, het continentaal plat van België en de zee- en oceanbodan en de ondergrond ervan voorbij de grenzen van de nationale rechtsmacht, opgeheven.

Art. 25. Het Fonds ter Bestrijding van de Overmatige Schuldenlast wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 32-9 - Fonds ter Bestrijding van de Overmatige Schuldenlast, opgeheven.

Art. 26. Het Fonds Kansspelen wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 32-10 - Fonds Kansspelen, ingevoegd bij de programmawet van 30 december 2001, opgeheven.

Art. 27. Artikel 146 van de programmawet van 30 december 2001 wordt opgeheven.

Art. 28. § 1. Het Landbouwfonds wordt opgeheven.

De beschikbare middelen op 31 december 2015 worden van bestemming veranderd en bij de algemene middelen van de Schatkist gevoegd.

§ 2. In de tabel opgenomen in bijlage van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 32-12 - Landbouwfonds, opgeheven.

Art. 29. § 1. Het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit wordt opgeheven.

De beschikbare middelen op 31 december 2015 worden van bestemming veranderd en bij de algemene middelen van de Schatkist gevoegd.

§ 2. In de tabel opgenomen in bijlage van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 32-17 - Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met aardgas en elektriciteit, ingevoegd bij de programmawet van 22 december 2008, opgeheven.

Art. 30. De artikelen 35 en 36 van de programmawet van 22 december 2008 worden opgeheven.

Art. 31. § 1. Het Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met stookolie, lamppetroleum (type C) en bulkpropana wordt opgeheven.

De beschikbare middelen op 31 december 2015 worden van bestemming veranderd en bij de algemene middelen van de Schatkist gevoegd.

§ 2. In de tabel opgenomen in bijlage van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 32-18 - Fonds voor forfaitaire verminderingen voor verwarming met stookolie, lamppetroleum (type C) en bulkpropana, ingevoegd bij de programmawet van 22 december 2008, opgeheven.

Art. 32. De artikelen 53 en 54 van de programmawet van 22 december 2008 worden opgeheven.

Art. 33. Het Begrotingsfonds Kruispuntbank van Ondernemingen wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de subrubriek 32-19 - Begrotingsfonds Kruispuntbank van Ondernemingen, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, opgeheven.

Art. 34. Artikel 31/1 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, ingevoegd bij de programmawet van 23 december 2009, en artikel 208 van de programmawet van 23 december 2009 worden opgeheven.

Afdeling 10. — FOD Mobiliteit en Vervoer

Art. 35. Het Oriëntatiefonds voor overheidsbedrijven wordt opgeheven.

In de tabel opgenomen in bijlage van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 33-2 - Oriëntatiefonds voor overheidsbedrijven, ingevoegd bij de wet van 24 december 1993, opgeheven.

Art. 36. Les articles 3 et 13 de la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires sont abrogés.

Art. 37. § 1^{er}. Le Fonds pour le Financement et l'Amélioration des Moyens de Contrôle, d'Inspection et d'Enquête et des Programmes de Prévention de l'Aéronautique est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et ajoutés aux ressources générales du Trésor.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 33-3 - Fonds pour le Financement et l'Amélioration des Moyens de Contrôle, d'Inspection et d'Enquête et des Programmes de Prévention de l'Aéronautique, modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 2008, est abrogée.

Art. 38. L'article 231 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses est abrogé.

Art. 39. Dans l'article 51 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, l'alinéa 2 est abrogé.

Section 11. — SPP Intégration sociale

Art. 40. § 1^{er}. Le Fonds européen des réfugiés, créé suite à l'article 65 de la loi-programme du 19 juillet 2001, modifié par la loi-programme du 22 décembre 2001, est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et sont ajoutés aux ressources générales du Trésor.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 44-2 - Fonds européen des réfugiés, insérée par la loi-programme du 19 juillet 2001, est abrogée.

Art. 41. L'article 65 de la loi-programme du 19 juillet 2001 est abrogé.

Art. 42. § 1^{er}. Le Fonds pour l'informatisation du fonds social chauffage, est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et sont ajoutés aux ressources générales du Trésor.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 44-5 - Fonds pour l'informatisation du fonds social chauffage, insérée par la loi-programme du 27 avril 2007, est abrogée.

Art. 43. Les articles 184 et 185 de la loi-programme du 27 avril 2007 sont abrogés.

Art. 44. Le Fonds social européen fédéral - Programmation 2014-2020, créé suite aux articles 16 et 17 de la loi du 10 avril 2014 modifiant, en vue de transposer partiellement la Directive 2011/85/UE, la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral et contenant des dispositions diverses en matière de fonds budgétaires, est abrogé.

Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 44-7 - Fonds social européen fédéral - Programmation 2014-2020, insérée par la loi du 10 avril 2014, est abrogée.

Art. 45. Les articles 16 et 17 de la loi du 10 avril 2014 modifiant, en vue de transposer partiellement la Directive 2011/85/UE, la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral et contenant des dispositions diverses en matière de fonds budgétaires, sont abrogés.

Section 12. — SPP Politique scientifique

Art. 46. Dans la rubrique 46-1 - Remploi de remboursement d'avances récupérables, de redevances, et de rétributions pour travaux effectués pour compte de tiers (...) du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 portant création des fonds organique, sous la mention "Nature des dépenses autorisées", les mots "en ce compris le paiement des salaires et allocations du personnel statutaire et contractuel des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles et les établissements scientifiques fédéraux y liés engagés pour assurer la préparation, l'exécution, la gestion et le suivi de leurs activités" sont abrogés.

Art. 36. De artikelen 3 en 13 van de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt opgeheven.

Art. 37. § 1. Het Fonds voor de Financiering en de Verbetering van de Controle-, Inspectie- en Onderzoeksmiddelen en van de Preventieprogramma's van de Luchtvaart wordt opgeheven.

De op 31 december 2015 beschikbare middelen worden gedesaffecteerd en gevoegd bij de algemene middelen van de Schatkist.

§ 2. In de tabel opgenomen in bijlage van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 33-3 - Fonds voor de Financiering en de Verbetering van de Controle-, Inspectie- en Onderzoeksmiddelen en van de Preventieprogramma's van de Luchtvaart, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, opgeheven.

Art. 38. Artikel 231 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen wordt opgeheven.

Art. 39. In artikel 51 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling der Luchtvaart, wordt het tweede lid opgeheven.

Afdeling 11. — POD Maatschappelijke Integratie

Art. 40. § 1. Het Europees Vluchtelingenfonds, opgericht ingevolge artikel 65 van de programmawet van 19 juli 2001, gewijzigd bij de programmawet van 22 december 2001, wordt opgeheven.

De op 31 december 2015 beschikbare middelen worden gedesaffecteerd en bij de algemene middelen van de Schatkist gevoegd.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 44-2 - Europees Vluchtelingenfonds, ingevoegd bij de programmawet van 19 juli 2001, opgeheven.

Art. 41. Artikel 65 van de programmawet van 19 juli 2001 wordt opgeheven.

Art. 42. § 1. Het Fonds ter informatisering van het sociaal verwarmingsfonds wordt opgeheven.

De op 31 december 2015 beschikbare middelen worden gedesaffecteerd en bij de algemene middelen van de Schatkist gevoegd.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 44-5 - Fonds ter informatisering van het sociaal verwarmingsfonds, ingevoegd bij de programmawet van 27 april 2007, opgeheven.

Art. 43. De artikelen 184 en 185 van de programmawet van 27 april 2007 worden opgeheven.

Art. 44. Het Federaal Europees Sociaal Fonds - programmatie 2014-2020, opgericht ingevolge de artikelen 16 en 17 van de wet van 10 april 2014 tot wijziging, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2011/85/EU, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de Federale Staat en houdende diverse bepalingen betreffende de begrotingsfondsen, wordt opgeheven.

In de tabel gevoegd bij de wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt de rubriek 44-7 Federaal Europees Sociaal Fonds - programmatie 2014-2020, ingevoegd bij de wet van 10 april 2014, opgeheven.

Art. 45. De artikelen 16 en 17 van de wet van 10 april 2014 tot wijziging, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2011/85/EU, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de Federale Staat en houdende diverse bepalingen betreffende de begrotingsfondsen, worden opgeheven.

Afdeling 12. — POD Wetenschapsbeleid

Art. 46. In de rubriek 46-1 - Wederbelegging van terugbetalingen van terugvorderbare voorschotten, van vergoedingen en van retributies gestort voor rekening van derden (...) van de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, onder de vermelding "Aard van de toegestane uitgaven" worden de woorden: "met inbegrip van de betaling van de lonen en toelagen van het statutair en contractueel personeel van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden en de eraan verbonden federale wetenschappelijke instellingen, dat in dienst is genomen voor de voorbereiding, uitvoering, het beheer en de follow-up ervan" opgeheven.

Section 13. — SPF Finances, pour la Dette publique

Art. 47. § 1^{er}. Le fonds 51-1 relatif aux prélèvements sur produits d'emprunts destinés à couvrir :

1° les dépenses effectuées dans le cadre d'opérations de gestion de la dette publique;

2° les remboursements effectués par anticipation;

3° les décaissements résultant des fluctuations des cours de change, est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et ajoutés aux ressources générales du Trésor.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 51-1 est abrogée.

Art. 48. § 1^{er}. Le Fonds 51-2 relatif aux Recettes non fiscales diverses destinées au Fonds de vieillissement est abrogé.

Les moyens disponibles au 31 décembre 2015 sont désaffectés et ajoutés aux ressources générales du Trésor.

§ 2. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, la rubrique 51-2 - Recettes non fiscales diverses destinées au Fonds de vieillissement, est abrogée.

Art. 49. Les articles 26 et 27 de la loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement, sont abrogés.

CHAPITRE 2. — Justice

Art. 50. Dans l'article 52, alinéa 2, de la loi de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, modifié par les lois des 23 décembre 2009 et 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le premier tiret, les mots "service de la Métrologie du service public fédéral Economie" sont remplacés par les mots "service Evaluations techniques de la Commission des Jeux de hasard";

2° dans le deuxième tiret, les mots "service belge de la Métrologie" sont remplacés par les mots "service Evaluations techniques de la Commission des Jeux de hasard";

3° le troisième tiret est abrogé.

CHAPITRE 3. — Caisse nationale des Calamités

Art. 51. Pour l'année 2015, un montant de 11 860 300 euros provenant de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance, telle que prévue aux articles 173 à 183 du titre V, livre II du Code des droits et taxes divers, est affecté au financement de la Caisse nationale des Calamités au travers du fonds d'attribution 66.80.B.

CHAPITRE 4. — Police fédérale et fonctionnement intégré

Art. 52. Dans l'article 115, § 2, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, remplacé par la loi du 26 avril 2002 et modifié par les lois des 22 décembre 2003 et 27 décembre 2006, les mots "liés au programme cadre "solidarité et gestion des flux migratoires" sont remplacés par les mots "à l'exception de celles visées au Fonds européen fédéral pour l'asile et la migration et la Sécurité intérieure - Programmation 2014-2020, et les contributions en provenance des institutions internationales".

CHAPITRE 5. — Santé publique

Art. 53. Dans l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 7 août 1974 accordant des ressources complémentaires à la Croix-Rouge de Belgique, les mots "sur un compte spécial de la Section particulière du budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille" sont remplacés par les mots "sur le compte 87.59.52.89.B de la section "Opérations d'ordre de la Trésorerie" du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement".

Afdeling 13. — FOD Financiën, voor de Rijkschuld

Art. 47. § 1. Het Fonds 51-1 betreffende de afnamen van lenings-opbrengsten bestemd tot dekking van :

1° de uitgevoerde uitgaven in het kader van beheersverrichting van de rijkschuld;

2° de vervroegde terugbetalingen;

3° de betalingen als gevolg van wisselkoers-schommelingen, wordt opgeheven.

De eventuele beschikbare middelen op 31 december 2015 worden gedsaffecteerd en bij de algemene middelen van de Schatkist gevoegd.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van de begrotingsfondsen, wordt de rubriek 51-1 opgeheven.

Art. 48. § 1. Het Fonds 51-2 betreffende de Diverse niet-fiscale ontvangsten bestemd voor het Zilverfonds wordt opgeheven.

De eventuele beschikbare middelen op 31 december 2015 worden gedsaffecteerd en bij de algemene middelen van de Schatkist gevoegd.

§ 2. In de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 tot oprichting van de begrotingsfondsen, wordt de rubriek 51-2 - Diverse niet-fiscale ontvangsten bestemd voor het Zilverfonds, opgeheven.

Art. 49. De artikelen 26 en 27 van de wet van 5 september 2001 tot waarborging van een voortdurende vermindering van de overheids-schuld en tot oprichting van een Zilverfonds, worden opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — Justitie

Art. 50. In artikel 52, tweede lid, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, gewijzigd bij de wetten van 23 december 2009 en 10 januari 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste streepje, worden de woorden "Metrologische dienst van de federale overheidsdienst Economie" vervangen door de woorden "dienst technische evaluaties van de kansspelcommissie";

2° in het tweede streepje, worden de woorden "Belgische metrologische dienst" vervangen door de woorden "dienst Technische evaluaties van de kansspelcommissie";

3° het derde streepje wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — Nationale Kas voor Rampenschade

Art. 51. Voor het jaar 2015 wordt een bedrag van 11 860 300 euro afkomstig van de jaarlijkse taks op de verzekeringsverrichtingen, zoals bepaald bij de artikelen 173 tot 183 van titel V, boek II van het Wetboek diverse rechten en taksen, toegewezen door middel van het toewijzings-fonds 66.80.B. teneinde de Nationale Kas voor Rampenschade te financieren.

HOOFDSTUK 4. — Federale politie en geïntegreerde werking

Art. 52. In artikel 115, § 2, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, vervangen bij de wet van 26 april 2002 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 2003, 27 december 2006 en 22 juni 2012, worden de woorden "gebonden aan het kaderprogramma "solidariteit en beheer van de migratiestromen" "vervangen door de woorden " , met uitzondering van die bedoeld in het Federaal Europees Fonds voor Asiel en Migratie en Interne Veiligheid - Programmatie 2014-2020, en de bijdragen die afkomstig zijn van internationale instellingen".

HOOFDSTUK 5. — Volksgezondheid

Art. 53. In artikel 1, § 3, van de wet van 7 augustus 1974 tot toekenning van bijkomende geldmiddelen aan het Belgische Rode Kruis worden de woorden "op een bijzondere rekening van de Afzonderlijke Sectie van de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin" vervangen door de woorden "op de rekening 87.59.52.89.B van de sectie "Thesaurieverrichtingen voor orde" van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu".

CHAPITRE 6. — *Economie**Section 1^{re}*

Fonds budgétaire Banque-Carrefour des Entreprises

Sous-section 1^{re}

Modification du Code de droit économique

Art. 54. L'article III.48 du Code de droit économique, inséré par la loi du 17 juillet 2013, est abrogé.

Sous-section 2. — Abrogation de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2014 fixant les modalités d'administration du Fonds budgétaire Banque-Carrefour des Entreprises

Art. 55. L'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2014 fixant les modalités d'administration du Fonds budgétaire Banque-Carrefour des Entreprises est abrogé.

Section 2. — Fonds pour la prospection, l'exploration et l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes de la mer territoriale, du plateau continental de la Belgique et les fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale

Art. 56. Dans l'article 11, § 3, de la loi du 17 août 2013 relative à la prospection, l'exploration et l'exploitation des ressources des fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale, les mots "Fonds pour l'exploration et l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes de la mer territoriale et du plateau continental de la Belgique, visé à la rubrique 32-5 du tableau joint à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires" sont remplacés par les mots "SPF Economie".

Art. 57. A l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2004 relatif aux conditions et à la procédure d'octroi des concessions d'exploration et d'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes de la mer territoriale et du plateau continental, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 1^{er}, 10°, modifié par l'arrêté royal du 19 avril 2014, est abrogé;

2° dans l'article 29, modifié par l'arrêté royal du 19 avril 2014, le mot "Fonds" est à chaque fois remplacé par les mots "SPF Economie".

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa premier, le Roi est habilité à modifier ou abroger l'article 29 du même arrêté.

Section 3. — Fonds Jeux de Hasard

Art. 58. L'article 146, § 1^{er}, de la loi-programme du 30 décembre 2001, est abrogé.

Section 4. — Fonds de traitement du surendettement

Art. 59. A l'article 1675/19, § 2, du Code judiciaire, inséré par la loi du 27 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots "du Fonds de traitement du surendettement" sont remplacés par les mots "du SPF Economie";

2° dans l'alinéa 4, les mots "du Fonds" sont remplacés par les mots "du SPF Economie";

3° dans l'alinéa 6, les mots "du Fonds" sont remplacés par les mots "du SPF Economie".

Art. 60. Dans la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis, l'intitulé du chapitre VI est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre VI. — SPF Economie »

Art. 61. L'article 20 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. § 1^{er}. Le SPF Economie est chargé d'effectuer les paiements :

1° du solde resté impayé après application de l'article 1675/19, § 2, du Code judiciaire, des honoraires, émoluments et frais des médiateurs de dettes, dus pour les prestations effectuées conformément aux dispositions de la Cinquième partie, Titre IV, du Code judiciaire;

2° des mesures d'information et de sensibilisation à destination des personnes visées par la présente loi concernant les objectifs et le fonctionnement de la loi, et plus généralement, le financement de mesures d'information et de sensibilisation concernant le surendettement. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres,

HOOFDSTUK 6. — *Economie**Afdeling 1*

Begrotingsfonds Kruispuntbank van Ondernemingen

Onderafdeling 1

Wijziging van het Wetboek van economisch recht

Art. 54. Artikel III.48 van het Wetboek van economisch recht, ingevoegd bij de wet van 17 juli 2013, wordt opgeheven.

Onderafdeling 2. — Opheffing van het ministerieel besluit van 1 april 2014 houdende vaststelling van de beheersmodaliteiten van het Begrotingsfonds Kruispuntbank van Ondernemingen

Art. 55. Het ministerieel besluit van 1 april 2014 houdende vaststelling van de beheersmodaliteiten van het Begrotingsfonds Kruispuntbank van Ondernemingen wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Fonds voor de prospectie, exploratie en de exploitatie van minerale en andere niet-levende rijkdommen van de territoriale zee, het continentaal plat van België en de zee-en oceaانبodem en de ondergrond ervan voorbij de grenzen van de nationale rechtsmacht

Art. 56. In artikel 11, § 3, van de wet van 17 augustus 2013 betreffende de prospectie, de exploratie en de exploitatie van de rijkdommen van de zee-en oceaانبodem en de ondergrond ervan voorbij de grenzen van de nationale rechtsmacht, worden de woorden "het Fonds voor de exploratie en exploitatie van minerale en andere niet-levende rijkdommen van de territoriale zee en het Belgisch continentaal plat, bedoeld in rubriek 32-5 van de tabel gevoegd bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen" vervangen door de woorden "de FOD Economie".

Art. 57. In het koninklijk besluit van 1 september 2004 betreffende de voorwaarden en de toekenningsprocedure van concessies voor de exploratie en de exploitatie van de minerale en andere niet-levende rijkdommen in de territoriale zee en op het continentaal plat, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 1, 10°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 2014, wordt opgeheven;

2° in artikel 29, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 april 2014, worden de woorden "het Fonds" telkens vervangen door de woorden "FOD Economie".

Onverminderd de bepalingen van het eerste lid kan de Koning artikel 29 van hetzelfde besluit wijzigen of opheffen.

Afdeling 3. — Fonds Kansspelen

Art. 58. Artikel 146, § 1, van de programmawet van 30 december 2001 wordt opgeheven.

Afdeling 4. — Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast

Art. 59. In artikel 1675/19, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden "het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast" vervangen door de woorden "de FOD Economie";

2° in het vierde lid worden de woorden "het Fonds" vervangen door de woorden "de FOD Economie";

3° in het zesde lid worden de woorden "het Fonds" vervangen door de woorden "de FOD Economie".

Art. 60. In de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen wordt het opschrift van hoofdstuk VI vervangen door het volgende opschrift :

« Hoofdstuk VI - FOD Economie »

Art. 61. Artikel 20 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. § 1. De FOD Economie wordt belast met de betaling van :

1° het onbetaald gebleven saldo na toepassing van artikel 1675/19, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, van het ereloon, de emolumenten en de kosten van de schuldbemiddelaars, voor de verrichtingen, uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het Vijfde Deel, Titel IV, van het Gerechtelijk Wetboek;

2° van maatregelen inzake informatie en sensibiliseren gericht tot de personen bedoeld in deze wet met betrekking tot de doelstellingen en de werking van deze wet, en meer in het algemeen, de financiering van maatregelen inzake informatie en sensibiliseren omtrent schuldoverlast. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de

les modalités et les règles spécifiques concernant l'attribution des moyens du SPF Economie qui sont utilisées pour ces mesures d'information et de sensibilisation;

3° de la partie des honoraires, émoluments et frais des médiateurs de dettes fixée par le juge conformément à l'article 1675/19, § 2, du Code judiciaire;

4° des frais d'installation et de fonctionnement du SPF Economie, des frais de personnel administratif et de contrôle affectés à l'exécution des missions visées au présent paragraphe.

§ 2. Pour obtenir l'intervention du SPF Economie, les médiateurs de dettes lui communiquent le solde resté impayé après application de l'article 1675/19, § 2, du Code judiciaire, de leurs honoraires, émoluments et frais, dus pour les prestations effectuées conformément aux dispositions de la Cinquième partie, Titre IV, du Code judiciaire. Ils sont tenus d'introduire leur demande de paiement au SPF Economie par envoi recommandé, ou par tout autre moyen de communication explicitement accepté par le SPF Economie. Cette demande est accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° le titre exécutoire visé à l'article 1675/19, § 2, du Code judiciaire et au besoin une copie des rapports visés à l'article 1675/17, § 3, alinéa 3, du Code judiciaire. Pour les montants qui n'auraient pas été mis à charge du SPF Economie par le juge, le médiateur de dettes fournit la preuve du solde resté impayé après application de l'article 1675/19, alinéa 2, du Code judiciaire. Aux fins de la présente loi, les décisions judiciaires qui se réfèrent au Fonds de Traitement du Surendettement sont présumées faire référence au SPF Economie;

2° une déclaration du médiateur de dettes datée, signée dans laquelle il communique le nom du consommateur pour lequel il intervient, le montant du solde resté impayé, ainsi que l'arrondissement judiciaire dans lequel le titre exécutoire visé à l'article 1675/19, § 2, du Code judiciaire a été délivré;

3° le numéro de compte sur lequel le SPF Economie effectue le paiement;

4° tout renseignement de nature à étayer la demande de paiement.

Le SPF Economie contrôle la forme et le contenu de la demande de paiement faite par le médiateur de dettes. Lorsque la demande est incomplète, le SPF avertit le médiateur de dettes en indiquant les données et documents manquants. La demande est réputée complète le jour où le SPF Economie reçoit toutes les données et documents manquants.

Le paiement effectué par le SPF Economie se fait dans les trois mois de la réception de la demande complète auprès du SPF. Si le paiement ne peut avoir lieu dans les trois mois de la réception de la demande complète, le médiateur de dettes en est averti.

Lorsque les moyens disponibles du SPF Economie accusent un déficit pour l'année budgétaire en cours, les paiements visés à l'alinéa 3 sont reportés à l'année budgétaire suivante. Ils sont réglés par priorité.

Lorsqu'il apparaît que, suite à une erreur matérielle, le SPF a effectué un paiement indu, il procède à la récupération des sommes indûment payées. Lorsqu'il apparaît que, suite à une fraude, une tromperie ou une fausse déclaration du médiateur de dettes, le SPF Economie a effectué un paiement indu, il procède à la récupération des sommes indûment payées, augmentées des intérêts de retard calculés au taux légal à dater du jour du paiement de ces sommes. Le cas échéant, les articles 1289 à 1299 du Code civil sont d'application.

§ 3. Pour alimenter le SPF Economie, sont tenus de payer une cotisation annuelle :

1° les prêteurs. Sont considérés comme prêteurs, les entreprises soumis au titre 4, chapitre 2, section 1^{re} à 3, du livre VII du Code de droit économique;

2° l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) pour compte des opérateurs exerçant les activités visées à l'article 2, 4° et 5°, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

3° l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) pour compte des entreprises visées à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance;

Ministerraad, de modaliteiten en de nadere regels betreffende de toekenning van de middelen van de FOD Economie die worden gebruikt voor deze maatregelen inzake informatie en sensibiliseren;

3° het gedeelte van de erelonen, emolumenten en kosten van de schuldbemiddelaars dat door de rechter bepaald is overeenkomstig artikel 1675/19, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek;

4° de inrichtings- en werkingskosten van de FOD Economie, van de kosten van het administratieve personeel en van het controlepersoneel toegewezen voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in deze paragraaf.

§ 2. Om de tussenkomst van de FOD Economie te verkrijgen, delen de schuldbemiddelaars aan de FOD Economie het onbetaald gebleven saldo na toepassing van artikel 1675/19, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, van hun ereloon, de emolumenten en de kosten voor de verrichtingen uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het Vijfde Deel, Titel IV, van het Gerechtelijk Wetboek, mee. Zij dienen hun aanvraag tot betaling in bij een aangetekende zending gericht aan de FOD Economie of aan de hand van elk andere communicatiemiddel uitdrukkelijk aanvaard door de FOD Economie. Deze aanvraag bevat de volgende documenten en inlichtingen :

1° het bevel van tenuitvoerlegging bedoeld in artikel 1675/19, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek en waar nodig een afschrift van de verslagen, bedoeld in artikel 1675/17, § 3, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek. Voor de bedragen die door de rechter niet ten laste zijn gelegd van de FOD Economie, levert de schuldbemiddelaar het bewijs van het onbetaald gebleven saldo na toepassing van artikel 1675/19, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek. Voor de toepassing van deze wet worden de gerechtelijke beslissingen die verwijzen naar het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast geacht te verwijzen naar de FOD Economie;

2° een gedagtekende en ondertekende verklaring van de schuldbemiddelaar, waarbij hij de naam van de consument voor wie hij tussenkomt, het bedrag van het onbetaald gebleven saldo evenals het gerechtelijk arrondissement binnen hetwelk de uitvoerbare titel bedoeld in artikel 1675/19, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek werd afgeleverd, meedeelt;

3° het rekeningnummer waarop de betaling door de FOD Economie gebeurt;

4° elke inlichting die van aard is om de aanvraag tot betaling te staven.

De FOD Economie controleert naar vorm en inhoud de aanvraag tot betaling van de schuldbemiddelaar. Wanneer de aanvraag niet volledig is, verwittigt de FOD de schuldbemiddelaar en wijst hij op de ontbrekende gegevens en documenten. De aanvraag wordt geacht volledig te zijn op de dag dat de FOD Economie alle ontbrekende gegevens en documenten heeft ontvangen.

De betaling door de FOD Economie gebeurt binnen de drie maanden nadat de volledige aanvraag bij de FOD is toegekomen. Indien de betaling niet kan plaatsvinden binnen de drie maanden na ontvangst van de volledige aanvraag, wordt de schuldbemiddelaar hiervan verwittigd.

Wanneer de lopende middelen van de FOD Economie een tekort vertonen voor het lopende begrotingsjaar, worden de betalingen bedoeld bij het derde lid, overgedragen naar het volgende begrotingsjaar. Zij worden bij voorrang vereffend.

Wanneer ingevolge een materiële vergissing blijkt dat de FOD tot een niet-verschuldigde betaling is overgegaan, vordert hij de terugbetaling van de niet-verschuldigde sommen. Wanneer ingevolge bedrog, list of valse verklaring vanwege de schuldbemiddelaar blijkt dat het FOD Economie tot een niet-verschuldigde betaling is overgegaan, vordert het de terugbetaling van de niet-verschuldigde sommen, verhoogd met een nalatigheidsintrest die berekend wordt tegen de wettelijke intrestvoet te rekenen vanaf de dag van de betaling van deze sommen. In voorkomend geval zijn de artikelen 1289 tot 1299 van het Burgerlijk Wetboek van toepassing.

§ 3. Om de uitgaven van de FOD Economie te stijven, zijn gehouden een jaarlijkse bijdrage te betalen :

1° de kredietgevers. Worden als kredietgevers beschouwd, de ondernemingen die onderworpen zijn aan titel 4, hoofdstuk 2, afdeling 1 tot 3, van boek VII van het Wetboek van economisch recht;

2° het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT) voor rekening van de operatoren die activiteiten uitoefenen bedoeld in artikel 2, 4° en 5°, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

3° de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA) voor rekening van de ondernemingen bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

4° la Commission des jeux de hasard pour compte des établissements de jeux de hasard visés dans la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs.

La cotisation annuelle est due de façon unique et indivisible. Les redevables de la contribution sont tenus de verser, à la demande du SPF Economie, les cotisations dues au compte des recettes du SPF. La demande se fait par envoi recommandé. Les redevables de la contribution versent les cotisations au plus tard dans le mois à compter du lendemain du dépôt de l'envoi recommandé.

Le SPF Economie procède à une vérification du versement. En cas de non-paiement, de paiement incomplet ou tardif des cotisations, le SPF agit conformément à l'article 20bis.

Le calcul de la cotisation des prêteurs s'effectue sur la base d'un coefficient appliqué sur le montant total des arriérés de paiement des contrats de crédits enregistrés au 31 décembre de l'année qui précède l'année où la cotisation est due, dans la Centrale des crédits aux particuliers gérée par la Banque nationale de Belgique. Ces données sont communiquées au SPF Economie par la Banque nationale de Belgique.

Ce coefficient s'élève à :

1° 0,30 pour mille du total des arriérés de paiement des crédits octroyés par les personnes qui octroient du crédit hypothécaire;

2° 3 pour mille du total des arriérés de paiement des crédits octroyés par les personnes qui octroient du crédit à la consommation.

La cotisation des prêteurs n'est due que lorsqu'elle atteint un montant supérieur à 25 euros. Le Roi peut modifier ce montant en fonction des frais de recouvrement du SPF Economie après avis du Comité d'accompagnement.

La cotisation des personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 2° à 4°, s'élève respectivement à 1.200.000 euros, 600.000 euros et 200.000 euros.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier les coefficients retenus pour la cotisation des prêteurs, les montants des cotisations des personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 2° à 4°, la liste des redevables de contribution ou la répartition entre ceux-ci, en tenant compte de la part que représentent leurs créances dans l'endettement des particuliers et des cotisations qu'ils effectuent en vertu d'autres dispositions légales afin de réduire ledit endettement.

Le Roi peut déterminer d'autres conditions et règles plus spécifiques concernant la perception des recettes allouées et le paiement des dépenses autorisées.

En cas de retrait ou de suspension d'agrément ou d'enregistrement en application du livre VII du Code de droit économique, le prêteur reste soumis à l'obligation de cotisation. Si les droits découlant d'un contrat de crédit font l'objet d'une cession de créance, la cotisation reste due par le cédant; si le cédant n'existe plus, la cotisation est due par le cessionnaire.

§ 4. Est institué un Comité d'accompagnement qui contrôle de manière plus détaillée les activités du SPF Economie. Ce Comité d'accompagnement est composé comme suit :

1° le fonctionnaire dirigeant désigné par le ministre de l'Economie qui assure la présidence;

2° un fonctionnaire du SPF Economie, désigné par le ministre compétent pour l'Economie;

3° un fonctionnaire du SPF Justice, Administration de la Législation civile et des Cultes, désigné par le ministre qui a la Justice dans ses attributions;

4° un membre, désigné par la Banque nationale de Belgique;

5° un membre désigné par l'Association belge des Banques et un membre, désigné par l'Union professionnelle du Crédit, n'appartenant pas à un établissement de crédit;

6° un membre désigné par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et un membre désigné par l'"Orde van Vlaamse Balies";

7° un membre désigné par la Chambre nationale des Huissiers de Justice;

8° un membre désigné par la Fédération royale des Notaires de Belgique;

9° un membre de l'Union des Villes et Communes belges.

4° de Kansspelcommissie voor rekening van de kansspelinrichtingen bedoeld in de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers.

De jaarlijkse bijdrage is eenmalig en ondeelbaar verschuldigd. De bijdrageplichtigen zijn ertoe gehouden op verzoek van de FOD Economie, de verschuldigde bijdragen over te schrijven op de ontvangstenrekening van de FOD. Het verzoek gebeurt bij een aangetekende zending. De bijdrageplichtigen maken de bijdragen over ten laatste binnen de maand vanaf de dag die volgt op de afgifte van de aangetekende zending.

De FOD Economie gaat over tot een nazicht van de overschrijving. In geval de bijdragen niet, onvolledig of niet tijdig worden betaald, handelt de FOD overeenkomstig artikel 20bis.

De berekening van de bijdrage van de kredietgevers gebeurt op basis van een coëfficiënt toegepast op het totaal bedrag van de betalingsachterstanden van de kredietovereenkomsten geregistreerd op 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de bijdrage is verschuldigd in de Centrale voor kredieten aan particulieren beheerd door de Nationale Bank van België. Deze gegevens worden door de Nationale Bank van België medegedeeld aan de FOD Economie.

Deze coëfficiënt bedraagt :

1° 0,30 per duizend van het totaal van de betalingsachterstanden van de kredieten verstrekt door de personen die hypothecair krediet verstrekken;

2° 3 per duizend van het totaal van de betalingsachterstanden van de kredieten verstrekt door de personen die consumentenkrediet verstrekken.

De bijdrage van de kredietgevers is slechts verschuldigd wanneer zij meer bedraagt dan 25 euro. De Koning kan dit bedrag wijzigen in functie van de inningskosten van de FOD Economie, na advies van het Begeleidingscomité.

De bijdrage van de personen bedoeld in het eerste lid, 2° tot 4°, bedraagt respectievelijk 1.200.000 euro, 600.000 euro en 200.000 euro.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de coëfficiënten weerhouden voor de bijdrage van de kredietgevers, de bedragen van de bijdragen van de personen bedoeld in het eerste lid, 2° tot 4°, de lijst van de bijdrageplichtigen of de verdeling onder hen, wijzigen, rekening houdend met het deel dat hun schuldvorderingen vertegenwoordigen in de schuldenlast van particulieren en de bijdragen die zij verrichten krachtens andere wettelijke bepalingen om voormelde schuldenlast te verminderen.

De Koning kan nadere voorwaarden en regels bepalen betreffende het innen van de toegewezen ontvangsten en de betaling van de toegestane uitgaven.

In geval van intrekking of schorsing van de vergunning of de registratie met toepassing van boek VII van het Wetboek van economisch recht, blijft de kredietgever onderworpen aan de verplichting tot bijdrage. Indien de rechten die voortvloeien uit een kredietovereenkomst het voorwerp uitmaken van een overdracht van schuldvordering, blijft de bijdrage verschuldigd door de overdrager; wanneer de overdrager niet meer bestaat, is de bijdrage verschuldigd door de overnemer.

§ 4. Er wordt een Begeleidingscomité opgericht dat de werkzaamheden van de FOD Economie verder opvolgt. Dit Begeleidingscomité is samengesteld als volgt :

1° de leidinggevende ambtenaar aangeduid door de minister bevoegd voor Economie, die het voorzitterschap waarneemt;

2° een ambtenaar van de FOD Economie aangeduid door de minister bevoegd voor de Economie;

3° een ambtenaar van de FOD Justitie, Bestuur Burgerlijke Wetgeving en Erediensten, aangeduid door de minister bevoegd voor Justitie;

4° een lid, aangeduid door de Nationale Bank van België;

5° een lid, aangeduid door de Belgische Vereniging van Banken en een lid aangeduid door de Beroepsvereniging van het Krediet, die niet tot een kredietinstelling behoort;

6° een lid aangeduid door de Orde van Vlaamse Balies en een lid aangeduid door de "Orde des barreaux francophones et germanophone";

7° een lid aangeduid door de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders;

8° een lid aangeduid door de Koninklijke Federatie van Belgische Notarissen;

9° een lid aangeduid door de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten.

Le Comité d'accompagnement a pour mission :

1° de procurer aux ministres qui ont dans leurs compétences l'Economie, la Justice et les Finances, un rapport annuel sur les compétences exercées par le SPF Economie conformément au paragraphe 1^{er}. A ce sujet, le fonctionnaire dirigeant du SPF Economie ou son délégué fournit suffisamment à l'avance au Comité d'accompagnement ou à chaque membre qui en fait la demande les informations utiles relatives aux chiffres concernant les recettes et les dépenses du SPF Economie dans l'exercice des missions visées au présent article;

2° de donner les avis qui sont prévus par la présente loi;

3° d'établir le règlement d'ordre intérieur.

Il n'est pas attribué de jetons de présence, d'indemnités ou de remboursement des frais aux membres du Comité d'accompagnement. Le secrétariat du Comité d'accompagnement est assuré par le SPF Economie.

§ 5. Un montant maximal de 25 % des cotisations dues par les payeurs peut être utilisé pour le paiement de mesures d'information et de sensibilisation visées au paragraphe 1^{er}, 2°.

Le Comité d'accompagnement sélectionne, selon la procédure qu'il détermine, les projets rencontrant l'objectif visé au paragraphe 1^{er}, 2°. Il les soumet à l'approbation du ministre ayant l'Economie dans ses attributions.

Le Comité d'accompagnement détermine les critères d'évaluation des projets et rend, chaque année, au ministre ayant l'Economie dans ses attributions, un avis sur les mesures d'information et de sensibilisation exécutées sur base d'un rapport présenté par le fonctionnaire compétent du SPF Economie. Le fonctionnaire compétent du SPF Economie, ou son délégué, est chargé du suivi et du contrôle de la mission confiée à des tiers. Pour chaque mission, le fonctionnaire compétent, ou son délégué, est assisté par le Comité d'accompagnement, qui peut désigner à cet effet une ou plusieurs personnes parmi ses membres.

§ 6. Le Roi exerce les compétences qui lui sont attribuées par le présent article, sur proposition conjointe des ministres qui ont l'Economie et la Justice dans leurs attributions. ».

Art. 62. A l'article 20bis de la même loi, inséré par la loi du 19 avril 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 3, les mots "du Fonds de Traitement du Surendettement" sont remplacés par les mots "du SPF Economie";

2° dans l'alinéa 4, les mots "à l'article 20, § 2, alinéa 1^{er}, 2° à 4^o" sont remplacés par les mots "à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° à 4^o".

Art. 63. Dans l'article 20ter, 1°, de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 2002, les mots "au Fonds de Traitement du Surendettement" sont remplacés par les mots "au SPF Economie".

Art. 64. A l'article 19, § 1^{er}, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, modifié par les lois des 8 avril 2003, 23 décembre 2009 et 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 4 les mots "au Fonds de Traitement du Surendettement, visée à l'article 20, § 2," sont remplacés par les mots "au SPF Economie, visée à l'article 20, § 1^{er}";

2° dans l'alinéa 5 les mots "au Fonds de Traitement du Surendettement" sont remplacés par les mots "au SPF Economie".

Art. 65. Dans l'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, inséré par la loi du 23 décembre 2009 et modifié par les arrêtés royaux du 3 mars 2011, confirmés par la loi du 3 août 2012, les mots "au Fonds de Traitement du Surendettement, visée à l'article 20, § 2" sont remplacés par les mots "au SPF Economie, visée à l'article 20, § 1^{er}".

Art. 66. Dans l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, inséré par la loi du 23 décembre 2009, les mots "au Fonds de Traitement du Surendettement, visée à l'article 20, § 2," sont remplacés par les mots "au SPF Economie, visée à l'article 20, § 1^{er}".

Art. 67. L'arrêté royal du 9 août 2002 réglementant le fonctionnement du Fonds de Traitement du Surendettement est abrogé.

Het Begeleidingscomité heeft als opdracht :

1° aan de ministers die Economie, Justitie en Financiën onder hun bevoegdheden hebben, een jaarverslag uitbrengen over de opdrachten uitgevoerd door de FOD Economie overeenkomstig paragraaf 1. De leidinggevende ambtenaar van de FOD Economie of zijn gedelegeerde verschaft hierover ruimschoots op voorhand aan het begeleidingscomité of aan elk lid die hier om vraagt de nodige informatie over de cijfers betreffende de inkomsten en uitgaven van de FOD Economie in de uitoefening van zijn taken bedoeld in dit artikel;

2° de adviezen op te maken die voorzien zijn door deze wet;

3° het opstellen van het reglement van inwendige orde.

Aan de leden van het Begeleidingscomité worden geen presentiegelden, noch vergoedingen of terugbetalingen van kosten toegekend. Het secretariaat van het Begeleidingscomité wordt waargenomen door de FOD Economie.

§ 5. Een bedrag van ten hoogste 25 % van de door de bijdragebetalers verschuldigde bijdragen mag worden gebruikt ter betaling van de maatregelen inzake informatie en sensibiliseren, bedoeld in paragraaf 1, 2°.

Het begeleidingscomité selecteert, volgens de procedure die het bepaalt, de projecten die beantwoorden aan de doelstelling beoogd door paragraaf 1, 2°. Het legt die ter goedkeuring voor aan de minister bevoegd voor Economie.

Het begeleidingscomité bepaalt de beoordelingscriteria voor de projecten en brengt elk jaar aan de minister bevoegd voor Economie advies uit over de uitgevoerde maatregelen inzake informatie en sensibiliseren omtrent schuldoverlast op basis van een verslag van de bevoegde ambtenaar bij de FOD Economie. De bevoegde ambtenaar van de FOD Economie of zijn gemachtigde is belast met de opvolging en de controle van de opdrachten toevertrouwd aan derden. Voor elke opdracht wordt de bevoegde ambtenaar, of zijn gemachtigde, bijgestaan door het Begeleidingscomité, dat hiertoe onder zijn leden een of meer personen kan aanduiden.

§ 6. De Koning oefent de Hem bij dit artikel toegekende bevoegdheden uit op de gezamenlijke voordracht van de Ministers die Economie en Justitie onder hun bevoegdheid hebben. ».

Art. 62. In artikel 20bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 april 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden "het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast" vervangen door de woorden "de FOD Economie";

2° in het vierde lid worden de woorden "in artikel 20, § 2, eerste lid, 2° tot 4^o" vervangen door de woorden "in artikel 20, § 1, eerste lid, 2° tot 4^o".

Art. 63. In artikel 20ter, 1°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 april 2002, worden de woorden "het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast" vervangen door de woorden "de FOD Economie".

Art. 64. In artikel 19, § 1, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, gewijzigd bij de wetten van 8 april 2003, 23 december 2009 en 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid worden de woorden "het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast bedoeld in artikel 20, § 2" vervangen door de woorden "de FOD Economie bedoeld in artikel 20, § 1";

2° in het vijfde lid worden de woorden "het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast" vervangen door de woorden "de FOD Economie".

Art. 65. In artikel 56, eerste lid, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, ingevoegd bij de wet van 23 december 2009 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 maart 2011, bekrachtigd bij de wet van 3 augustus 2012, worden de woorden "het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast bedoeld in artikel 20, § 2" vervangen door de woorden "de FOD Economie bedoeld in artikel 20, § 1".

Art. 66. In artikel 29, § 1, eerste lid, 5°, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, ingevoegd bij de wet van 23 december 2009, worden de woorden "het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast bedoeld in artikel 20, § 2" vervangen door de woorden "de FOD Economie bedoeld in artikel 20, § 1".

Art. 67. Het koninklijk besluit van 9 augustus 2002 tot regeling van de werking van het Fonds ter bestrijding van Overmatige Schuldenlast wordt opgeheven.

CHAPITRE 7. — *Politique scientifique*

Art. 68. L'article 419 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 419. § 1^{er}. Le Roi intègre le Centre d'Etudes et de Documentation "Guerre et Sociétés contemporaines", dénommé ci-après "CEGESOMA", comme direction opérationnelle dans l'établissement scientifique fédéral "Archives générales du Royaume - Archives de l'Etat dans les Provinces", dénommé ci-après "Archives de l'Etat". Le Roi règle les modalités de transfert à l'établissement des biens, collections, droits et obligations du CEGESOMA ainsi que des membres de son personnel.

§ 2. Les membres du personnel visés au paragraphe 1^{er} conservent leur qualité, leur rémunération et les autres avantages qu'ils avaient ou auraient eus s'ils avaient continué d'exercer au sein du CEGESOMA la fonction qu'ils exerçaient au moment de leur intégration.

Le montant de la pension qui leur sera accordé ne pourra être inférieur au montant de la pension qu'ils auraient obtenu conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui leur étaient applicables au moment du transfert, mais compte tenu des modifications que ces dispositions auraient subies ultérieurement en vertu de mesures applicables au CEGESOMA. ».

CHAPITRE 8. — *Entrée en vigueur*

Art. 69. Le présent titre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

TITRE III. — *Intégration sociale*

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale*

Art. 70. L'article 23 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le bénéficiaire signale au centre compétent, avant son départ, tout séjour d'une période d'une semaine ou plus qu'il effectuera à l'étranger; il en précise la durée et en donne la justification. Le paiement du revenu d'intégration est garanti pour cette période, qui en totalité ne peut pas être supérieure à quatre semaines par année civile.

Le paiement du revenu d'intégration est suspendu pour les séjours à l'étranger qui dépassent le total des quatre semaines par année civile, à moins que le centre n'en décide autrement en raison de circonstances exceptionnelles justifiant ce séjour. ».

CHAPITRE 2. — *Modification de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale*

Art. 71. L'article 38 de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale est abrogé.

TITRE IV. — *Santé publique, affaires sociales et emploi*

CHAPITRE 1^{er}. — *AFMPS*

Section 1^{re}. — *Modification de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments*

Art. 72. Dans l'article 13bis, § 1^{er}, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, inséré par la loi du 29 décembre 1990 et modifié en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2013, les mots "l'approbation de matériel éducatif ou informatif, de programmes ou de services destinés notamment aux professionnels de la santé ou aux patients conformément aux dispositions de l'article 6, § 1^{er}octies," sont insérés entre les mots "visée à l'article 12bis, § 1^{er}/1," et les mots "et l'enregistrement) des médicaments,".

Section 2. — *Modifications de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine*

Art. 73. A l'article 20/1 de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine, inséré par la loi du 10 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots "(ATC : JO6BA02)" et les mots "(ATC BO5AA01)" sont abrogés et les mots "Solution stable de Protéines plasmatiques 4 %" sont remplacés par les mots "Albumine 4 % solution pour administration intraveineuse";

2° dans l'alinéa 7, les mots "31 décembre 2015" sont chaque fois remplacés par les mots "31 décembre 2016";

3° l'alinéa 9 est abrogé.

HOOFDSTUK 7. — *Wetenschapsbeleid*

Art. 68. Artikel 419 van de programmawet (I) van 24 december 2002 wordt vervangen als volgt :

« Art. 419. § 1. De Koning integreert het Studie- en documentatiecentrum "Oorlog en Hedendaagse Maatschappij", hierna te noemen het "CEGESOMA", als operationele directie in de federale wetenschappelijke instelling "Algemeen Rijksarchief - Rijksarchief in de Provinciën", hierna te noemen "Rijksarchief". De Koning regelt de nadere regels van de overdracht aan de instelling van de goederen, collecties, rechten en verplichtingen van het CEGESOMA alsook van zijn personeelsleden.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun bezoldiging en de andere voordelen die zij hadden of zouden hebben verkregen indien zij in het CEGESOMA het ambt hadden blijven uitoefenen dat zij bij hun integratie bekleedden.

Het bedrag van het pensioen dat hun zal worden toegekend, mag niet lager zijn dan het bedrag van het pensioen dat zij zouden hebben gekregen overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die op het ogenblik van de overplaatsing op hen van toepassing waren, maar rekening houdend met de wijzigingen die deze bepalingen later zouden hebben ondergaan krachtens maatregelen die van toepassing zijn op het CEGESOMA. ».

HOOFDSTUK 8. — *Inwerkingtreding*

Art. 69. Deze titel treedt in werking op 1 januari 2016.

TITEL III. — *Maatschappelijke integratie*

HOOFDSTUK 1. — *Wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie*

Art. 70. Artikel 23 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

« § 5. De gerechtigde meldt het bevoegde centrum, vóór zijn vertrek, ieder verblijf van een periode van een week of meer in het buitenland; hij geeft de duur en de reden hiervan op. De uitbetaling van het leefloon is gewaarborgd voor deze periode, die in totaal niet meer dan vier weken per kalenderjaar mag betreffen.

De uitbetaling van het leefloon wordt geschorst voor verblijven in het buitenland die het totaal van vier weken per kalenderjaar overschrijden, tenzij het centrum daarover anders beslist wegens uitzonderlijke omstandigheden die dit verblijf verantwoorden. ».

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie*

Art. 71. Artikel 38 van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende het algemeen reglement betreffende het recht op maatschappelijke integratie wordt opgeheven.

TITEL IV. — *Volksgezondheid, sociale zaken en werk*

HOOFDSTUK 1. — *FAGG*

Afdeling 1. — *Wijziging van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen*

Art. 72. In artikel 13bis, § 1, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, ingevoegd bij de wet van 29 december 1990 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 december 2013, worden de woorden "de goedkeuring van educatief of informatief materiaal, programma's of diensten bestemd met name voor beroepsbeoefenaren in de gezondheidszorg of patiënten overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 1octies," ingevoegd tussen de woorden "bedoeld in artikel 12bis, § 1/1," en de woorden "en de registratie) van geneesmiddelen,".

Afdeling 2. — *Wijzigingen van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloederivaten van menselijke oorsprong*

Art. 73. In artikel 20/1 van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloederivaten van menselijke oorsprong, ingevoegd bij wet van 10 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "(ATC : JO6BA02)" en de woorden "(ATC BO5AA01)" opgeheven en worden de woorden "Stabiele Oplossing van PlasmaProteïnen 4 %" vervangen door de woorden "Albumine 4 % oplossing voor intraveneuze toediening";

2° in het zevende lid worden de woorden "31 december 2015" telkens vervangen door de woorden "31 december 2016";

3° het negende lid wordt opgeheven.

Section 3. — Modifications de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses

Art. 74. A l'article 225, § 1^{er}, de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, modifié en dernier lieu par la loi du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 4°, 5° et 6°, les mots "une contribution forfaitaire de 212,00 euros" sont chaque fois remplacés par les mots "la contribution forfaitaire prévue conformément à l'alinéa 2";

2° trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« La contribution forfaitaire visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, 5° et 6°, est, pour l'année de contribution concernée, le quotient du déficit à financer au compte d'exécution du budget tel que visé à l'article 6, § 2, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, de l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé pour l'année de contribution concernée et le nombre total d'autorisations qui est soumis à la contribution forfaitaire. Pour l'application du présent alinéa, le déficit à financer au compte d'exécution est la différence entre les dépenses et les recettes pour cette année avant l'imputation des contributions forfaitaires concernées. Le montant de la contribution forfaitaire est positif et est de maximum 189,4768 euros. L'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé publie le montant de la contribution forfaitaire sur son site web avant le 31 mai de l'année qui suit l'année de contribution.

La contribution forfaitaire visée à l'alinéa 2 est réglée par le paiement d'un excédent avant le 31 décembre de l'année de contribution concernée, calculé sur la base du maximum de la contribution, et d'un solde. Le solde est remboursé.

Par dérogation à l'alinéa 3, l'AFMPS calcule le solde avec l'excédent pour l'année de contribution suivante si le redevable reste le même. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 4, devenant l'alinéa 7, et l'alinéa 5, devenant l'alinéa 9 :

« Le montant du maximum de la contribution forfaitaire visée à l'alinéa 2 est adapté chaque année à l'évolution de l'indice des prix à la consommation du Royaume, en fonction de l'indice du mois de septembre. L'indice de départ est celui du mois de septembre 2016. Le montant indexé est publié au *Moniteur belge* et s'applique à la contribution forfaitaire de l'année de contribution qui suit celle durant laquelle l'adaptation a eu lieu. ».

Art. 75. Dans la même loi, l'article 224, abrogé par la loi du 15 décembre 2013, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 224. § 1^{er}. Afin de financer les missions de l'administration dans le cadre des médicaments homéopathiques, une contribution de 0,2 %, avec un minimum de 12,5 euros est due, par les personnes qui mettent ces médicaments sur le marché, sur le chiffre d'affaires de la vente aux officines pharmaceutiques réalisé sur le marché belge en ce qui concerne les médicaments homéopathiques tels que visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5), de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments et qui sont régulièrement mis sur le marché à l'exception des médicaments pour lesquels une AMM a été accordée en vertu de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 25 mars 1964.

Cette contribution est calculée sur le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année précédant celle pour laquelle la contribution est due. Le montant de ce chiffre d'affaires fait l'objet d'une déclaration des distributeurs en gros et des grossistes-répartiteurs qui est datée, signée, et déclarée sincère et véritable. L'attestation qui a été rédigée conformément au paragraphe 2 est jointe à cette déclaration. Cette déclaration est envoyée par envoi recommandé à l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé concomitamment au versement de la contribution qui doit se faire au plus tard le 30 juin de l'année suivant celle au cours de laquelle le chiffre d'affaires a été réalisé.

Cette contribution est versée par les distributeurs en gros et les grossistes-répartiteurs sur le compte de l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé.

Le montant de 12,5 euros visé à l'alinéa 1^{er} est adapté chaque année à l'évolution de l'indice des prix à la consommation du Royaume, en fonction de l'indice du mois de septembre. L'indice de départ est celui du mois de septembre 2015. Les montants indexés sont publiés au *Moniteur belge* et sont exigibles à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle l'adaptation a été effectuée.

Afdeling 3. — Wijzigingen van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen

Art. 74. In artikel 225, § 1, van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 4°, 5° en 6°, worden de woorden "een forfaitaire bijdrage van 212,00 euro" telkens vervangen door de woorden "de forfaitaire bijdrage bepaald overeenkomstig het tweede lid";

2° tussen het eerste en het tweede lid worden drie leden ingevoegd, luidende :

« De in het eerste lid, 4°, 5° en 6°, bedoelde forfaitaire bijdrage bedraagt voor het betrokken bijdragejaar, het quotiënt van het te financieren tekort op de uitvoeringsrekening van de begroting zoals bedoeld in artikel 6, § 2, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten voor het betrokken bijdragejaar en het totaal aantal vergunningen dat aan de forfaitaire bijdrage is onderworpen. Voor de toepassing van dit lid is het te financieren tekort op de uitvoeringsrekening, het verschil tussen de uitgaven en de ontvangsten voor dit jaar voor de aanrekening van de betrokken forfaitaire bijdragen. Het bedrag van forfaitaire bijdrage is positief en bedraagt maximum 189,4768 euro. Het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten maakt het bedrag van de forfaitaire bijdrage bekend op zijn website voor 31 mei van het jaar dat volgt op het bijdragejaar.

De in het tweede lid bedoelde forfaitaire bijdrage wordt voldaan door de betaling van een voorschot voor 31 december van het betrokken bijdragejaar, berekend op basis van het maximum van de bijdrage, en een saldo. Het saldo wordt terugbetaald.

In afwijking van het derde lid, verrekent het FAGG het saldo met het voorschot voor het volgende bijdragejaar indien de bijdrageplichtige dezelfde blijft. »;

3° tussen het vierde lid, dat het zevende lid wordt, en het vijfde lid, dat het negende lid wordt, wordt een lid ingevoegd, luidende :

« Het bedrag van het maximum van de in het tweede lid bedoelde forfaitaire bijdrage, wordt jaarlijks aangepast aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk, in functie van het indexcijfer van de maand september. Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand september 2016. Het geïndexeerde bedrag wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en is van toepassing op de forfaitaire bijdrage van het bijdragejaar dat volgt op dat gedurende hetwelk de aanpassing is uitgevoerd. ».

Art. 75. In dezelfde wet wordt artikel 224, opgeheven bij de wet van 15 december 2013, hersteld als volgt :

« Art. 224. § 1. Om de opdrachten van de administratie in het kader van de homeopathische geneesmiddelen te financieren, is door de personen die deze geneesmiddelen in de handel brengen een heffing van 0,2 %, met een minimum van 12,5 euro, verschuldigd op het omzetcijfer uit de verkoop aan apotheken dat is verwezenlijkt op de Belgische markt met betrekking tot de homeopathische geneesmiddelen zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 5), van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen en die rechtmatig in de handel zijn met uitzondering van de geneesmiddelen waarvoor een VHB werd verleend krachtens artikel 6, § 1, van de wet van 25 maart 1964.

Deze heffing wordt berekend op het omzetcijfer dat is verwezenlijkt gedurende het jaar voorafgaand aan dat waarvoor de heffing is verschuldigd. Het bedrag van dit omzetcijfer maakt het voorwerp uit van een aangifte van de groothandelaars en de groothandelaars-verdelers die wordt gedagtekend, ondertekend en waar en echt verklaard. Bij deze aangifte wordt het attest gevoegd dat werd opgesteld overeenkomstig paragraaf 2. Deze aangifte wordt bij een ter post aangetekende zending gestuurd aan het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten tegelijkertijd met de storting van de heffing die dient te gebeuren ten laatste op 30 juni van het jaar volgend op dat waarin het omzetcijfer is verwezenlijkt.

Deze heffing wordt gestort door de groothandelaars en de groothandelaars-verdelers op de rekening van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag van 12,5 euro wordt jaarlijks aangepast aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk, in functie van het indexcijfer van de maand september. Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand september 2015. De geïndexeerde bedragen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en zijn opeisbaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op dat gedurende hetwelk de aanpassing is uitgevoerd.

§ 2. Les distributeurs en gros et les grossistes-répartiteurs tiennent chaque année un registre dans lequel ils indiquent les médicaments homéopathiques visés au paragraphe 1^{er} qu'ils ont en leur possession, la personne physique ou la personne morale à qui des médicaments sont transférés et les conséquences de ce transfert en ce qui concerne le chiffre d'affaires tel que visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Sur la base du registre visé à l'alinéa 1^{er}, le distributeur en gros ou le grossiste-répartiteur fait établir une attestation par un réviseur d'entreprise ou le comptable dans laquelle les éléments suivants sont confirmés et certifiés exacts :

- le nom du distributeur en gros ou du grossiste-répartiteur en tant que personne physique ou morale, avec indication de la forme juridique et de son numéro d'entreprise;
- le chiffre d'affaires total;
- le chiffre d'affaires visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le Roi peut fixer les modalités relatives à la manière dont cette contribution doit être payée.

§ 3. Le distributeur en gros qui a payé la contribution et ne met pas lui-même les médicaments sur le marché, a droit au remboursement du montant payé conformément au paragraphe 2 par la personne qui a mis sur le marché les médicaments concernés.

§ 4. Les infractions au présent article ou aux arrêtés d'exécution de celui-ci sont punies des peines visées à l'article 16, § 2, de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments.

Les agents visés aux articles 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments ont, en ce qui concerne le présent article, la même compétence que celle visée aux articles 14 et 14bis.

Les articles 17, §§ 1^{er} et 3, 18 et 19 de la même loi s'appliquent par analogie au présent article pour autant que la somme visée à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi soit fixée comme suit :

1° dans le cas où l'infraction consiste seulement en le non-paiement ou le non-paiement partiel de la redevance en vertu de l'attestation d'un réviseur d'entreprise ou d'un comptable visée au § 1^{er}, entre le double et le quintuple de la redevance due;

2° dans les autres cas que le 1°, entre 2.500,00 euros et 1 % du chiffre total du compte de produits classe 7 dans la comptabilité de l'entreprise qui est le distributeur en gros ou grossiste-répartiteur concerné, tel qu'il ressort de la comptabilité de cette entreprise de l'année au cours de laquelle le chiffre d'affaires est réalisé et à laquelle se rapporte l'infraction. ».

Art. 76. Par dérogation à l'article 54, les grossistes et grossistes-répartiteurs peuvent introduire, pour l'année de cotisation 2016, la déclaration certifiée du chiffre d'affaires de 2015 des médicaments homéopathiques visée à l'article 224, § 2, de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, tel qu'inséré par la présente loi, sur la base d'une déclaration sur l'honneur indiquant le chiffre d'affaires de l'année civile précédente.

Section 4. — Modifications de la loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine

Art. 77. L'article 2 de la loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine, telle que modifiée par les lois des 27 décembre 2004, 27 décembre 2005 et 19 mars 2013, est complété par le 24°, rédigé comme suit :

« 24° "essai clinique commercial" : essai qui n'est pas une expérimentation non commerciale. ».

Art. 78. A l'article 30 de la même loi, remplacé par la loi du 27 avril 2007 et modifié par les lois des 21 décembre 2007 et 19 mars 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots "redevances, fixées par le Roi," sont remplacés par les mots "les redevances, fixées par ou en vertu du présent article,";

2° le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Le montant de la redevance visée au paragraphe 2 pour l'introduction d'un dossier auprès du ministre au sens de l'article 12, s'élève à 2.680,10 euros.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} est majorée d'une redevance destinée à l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé afin de financer les missions résultant de cette loi. Cette redevance s'élève à :

1° 2.827,13 euros si la demande concerne un essai clinique de phase 1;

2° 992,13 euros si la demande concerne un essai clinique autre qu'un essai clinique de phase 1.

§ 2. De groothandelaars en groothandelaars-verdelers houden jaarlijks een register bij met vermelding van de in paragraaf 1 bedoelde homeopathische geneesmiddelen die zij in hun bezit hebben, de natuurlijke persoon of rechtspersoon aan wie geneesmiddelen worden overdracht en de gevolgen van deze overmaking voor wat betreft de omzet zoals bedoeld in paragraaf 1, eerste lid.

Op basis van het in het eerste lid bedoelde register laat de groothandelaar of groothandelaar-verdeler een attest opmaken door een bedrijfsrevisor of de accountant waarin de volgende elementen worden bevestigd en voor echt verklaard :

- de naam van de groothandelaar of groothandelaar-verdeler als natuurlijke of rechtspersoon, met vermelding van de rechtsvorm en diens ondernemingsnummer;
- de totale omzet;
- de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde omzet.

De Koning kan nadere regels vaststellen aangaande de wijze waarop deze heffing dient te worden betaald.

§ 3. De groothandelaar die de heffing heeft betaald en de geneesmiddelen niet zelf in de handel brengt, heeft recht op de terugbetaling van het overeenkomstig paragraaf 2 betaalde bedrag door de persoon die de betrokken geneesmiddelen in de handel heeft gebracht.

§ 4. De overtredingen op dit artikel of op de uitvoeringsbesluiten ervan worden gestraft met de in artikel 16, § 2, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, bepaalde straffen.

De in artikelen 14, § 1, eerste lid, van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, bedoelde ambtenaren hebben met betrekking tot dit artikel dezelfde bevoegdheid als bedoeld in de artikelen 14 en 14bis.

De artikelen 17, §§ 1 en 3, 18 en 19 van dezelfde wet zijn op dit artikel van overeenkomstige toepassing voor zover de in artikel 17, § 1, eerste lid, van dezelfde wet bedoelde som als volgt wordt vastgesteld :

1° in het geval de inbreuk louter bestaat uit het niet betalen of het gedeeltelijk niet betalen van de bijdrage krachtens het in paragraaf 1 bedoelde attest van een bedrijfsrevisor of accountant, tussen het tweevoudige en het vijfvoudige van de verschuldigde bijdrage;

2° in de andere gevallen dan 1°, tussen 2.500,00 euro en 1 % van het totaal van de opbrengststrekening klasse 7 in de boekhouding van de onderneming die de betrokken groothandelaar of groothandelaar-verdeler is, zoals blijkt uit de boekhouding van deze onderneming van het jaar waarin de omzet is gerealiseerd en waarop de inbreuk betrekking heeft. ».

Art. 76. In afwijking van artikel 54 mogen de groothandelaars en groothandelaars-verdelers voor het bijdragejaar 2016, de geattesteerde aangifte van de omzet van 2015 van homeopathische geneesmiddelen, als bedoeld in artikel 224, § 2, van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, zoals ingevoegd bij deze wet, indienen op basis van een verklaring op erewoord met opgave van het omzetcijfer van het voorgaande kalenderjaar.

Afdeling 4. — Wijzigingen van de wet van 7 mei 2004 inzake experimenten op de menselijke persoon

Art. 77. Artikel 2 van de wet van 7 mei 2004 inzake experimenten op de menselijke persoon, zoals gewijzigd bij de wetten van 27 december 2004, 27 december 2005 en 19 maart 2013, wordt aangevuld met de bepaling onder 24°, luidende :

« 24° "commerciële klinische proef" : proef die geen niet-commerciële experiment is. ».

Art. 78. In artikel 30 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 21 december 2007 en 19 maart 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "de bijdragen, zoals bepaald door de Koning," vervangen door de woorden "de bijdragen, vastgesteld bij of krachtens dit artikel,";

2° paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

« § 6. Het bedrag van de in paragraaf 2 bedoelde bijdrage voor het indienen van een dossier bij de minister in de zin van artikel 12, bedraagt 2.680,10 euro.

De in het eerste lid bedoelde bijdrage wordt vermeerderd met een bijdrage bestemd voor het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten voor de financiering van de opdrachten resulterende uit deze wet. Deze bijdrage bedraagt :

1° 2.827,13 euro indien die aanvraag betrekking heeft op een klinische proef van fase 1;

2° 992,13 euro indien die aanvraag betrekking heeft op andere klinische proeven dan klinische proeven van fase 1.

Toute investigation visée à l'article 26 concernant le respect des bonnes pratiques cliniques visées à et en vertu de l'article 4 qui est lié à un essai clinique commercial et qui donne lieu à une investigation sur place par les inspecteurs de l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé, est soumise à une redevance.

La redevance visée à l'alinéa 3 est fixée par tranche de 4 heures à un montant de base de 583,61 euros par inspecteur qui mène l'investigation. Chaque fois qu'une nouvelle tranche est commencée, elle donne lieu au paiement d'une tranche complète.

Le Roi fixe le montant et les modalités du paiement des redevances et rétributions autres que les rétributions visées dans le présent paragraphe prévues par le présent article. »;

3°, un paragraphe 9/1 rédigé comme suit est inséré entre les paragraphes 9 et 10 :

« § 9/1^{er}. L'introduction d'une demande d'accréditation telle que visée à l'article 26/1, alinéa 1^{er}, est soumise au paiement d'une redevance de 16.996 euros. »;

4° dans le paragraphe 10, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation à l'alinéa 2, pour l'adaptation des redevances visées au § 6, alinéas 1^{er} à 3, l'indice de départ est celui du mois de septembre 2014. ».

Art. 79. Dans la même loi, il est inséré un chapitre XIVbis, comportant l'article 26/1, rédigé comme suit :

« Chapitre XIVbis. — Accréditation des centres

Art. 26/1. Des centres peuvent être accrédités pour la conduite d'essais de phase 1 par l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé.

Le Roi fixe le système d'accréditation et indique les normes en vue de l'application de l'alinéa 1^{er} et fixe la date d'entrée en vigueur. ».

Art. 80. L'article 1^{er}, 1^{er} tiret, de l'arrêté royal du 15 juillet 2004 déterminant les redevances à payer dans le cadre d'une demande d'avis ou d'autorisation pour la conduite d'un essai clinique ou d'une expérimentation, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 2013, est abrogé.

Les articles 2 et 3, § 2, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 déterminant les redevances à payer dans le cadre de l'article 30, § 6, de la loi du 7 mai 2004 relatif aux expérimentations sur la personne humaine, sont abrogés.

Section 5. — Modification de la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé

Art. 81. L'article 13, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des Médicaments et des Produits de Santé, est complété par un 9°, rédigé comme suit :

« 9° un montant annuel à charge des frais d'administration de l'Institut national s'assurance maladie-invalidité fixé par le Roi. ».

Section 6. — Modification de la loi du 15 décembre 2013 en matière de dispositifs médicaux

Art. 82. A l'article 34 de la loi du 15 décembre 2013 en matière de dispositifs médicaux, modifié par la loi du 19 décembre 2014, les mots "0,38492 %" sont remplacés par les mots "0,4026092 %".

CHAPITRE 2. — INAMI. — Modifications de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994

Section 1^{re}. — Frais d'administration des organismes assureurs

Art. 83. A l'article 195, § 1^{er}, 2°, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 1997, 17 mars 2007 et 11 décembre 2013 et par les lois des 27 décembre 1994, 22 février 1998, 22 août 2002, 27 décembre 2005, 27 décembre 2006, 26 mars 2007, 8 juin 2008, 22 décembre 2008, 23 décembre 2009, 29 décembre 2010, 17 février 2012, 28 juin 2013, 26 décembre 2013 et 10 août 2015, les première et deuxième phrases sont remplacées par les phrases suivantes :

Ieder in artikel 26 bedoeld onderzoek omtrent de naleving van de goede klinische praktijken vastgesteld bij en krachtens artikel 4, dat verband houdt met een commerciële klinische proef en dat aanleiding geeft tot een onderzoek ter plaatse door de inspecteurs van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, is onderworpen aan een bijdrage.

De in het derde lid bedoelde bijdrage wordt per schijf van 4 uren vastgelegd op een basisbedrag van 583,61 euro per inspecteur die het onderzoek uitvoert. Telkens als een nieuwe schijf wordt begonnen, geeft zij aanleiding tot de betaling van een volledige schijf.

De Koning bepaalt de nadere regels van betaling en het bedrag van de andere dan in de in deze paragraaf bedoelde retributies geregeld in dit artikel. »;

3° tussen paragraaf 9 en paragraaf 10 wordt een paragraaf 9/1 ingevoegd, luidende :

« § 9/1. Het indienen van een aanvraag tot accreditatie zoals bedoeld in artikel 26/1, eerste lid, is onderworpen aan het betalen van een bijdrage van 16.996 euro. »;

4° in paragraaf 10 wordt tussen het tweede en het derde lid, een lid ingevoegd, luidende :

« In afwijking van het tweede lid, is voor de aanpassing van de in § 6, eerste tot derde lid, bedoelde bijdragen, het aanvangsindexcijfer dat van de maand september 2014. ».

Art. 79. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk XIVbis, dat het artikel 26/1 bevat, ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk XIVbis. — Accreditatie van centra

Art. 26/1. Centra kunnen geaccrediteerd worden voor het uitvoeren van fase 1-proeven door het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten.

De Koning stelt het accreditatiesysteem vast en wijst de normen aan met het oog op de toepassing van het eerste lid en bepaalt de datum van inwerkingtreding. ».

Art. 80. Artikel 1, eerste streepje, van het koninklijk besluit van 15 juli 2004 tot bepaling van de bijdragen te betalen in het kader van een verzoek om advies of toelating voor het uitvoeren van een klinische proef of een experiment, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 april 2013, wordt opgeheven.

De artikelen 2 en 3, § 2, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 tot bepaling van de bijdragen te betalen in het kader van artikel 30, § 6 van de wet van 7 mei 2004 inzake experimenten op de menselijke persoon, worden opgeheven.

Afdeling 5. — Wijziging van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten

Art. 81. Artikel 13, § 1, van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, wordt aangevuld met de bepaling onder 9°, luidende :

« 9° een jaarlijks bedrag ten laste van de administratiekosten van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering vastgelegd door de Koning. ».

Afdeling 6. — Wijziging van de wet van 15 december 2013 met betrekking tot medische hulpmiddelen

Art. 82. In artikel 34 van de wet van 15 december 2013 met betrekking tot medische hulpmiddelen, gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, worden de woorden "0,38492 %" vervangen door de woorden "0,4026092 %".

HOOFDSTUK 2. — RIZIV. — Wijzigingen van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

Afdeling 1. — Administratiekosten van de verzekeringsinstellingen

Art. 83. In artikel 195, § 1, 2°, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 25 april 1997, 17 maart 2007 en 11 december 2013 en bij de wetten van 27 december 1994, 22 februari 1998, 22 augustus 2002, 27 december 2005, 27 december 2006, 26 maart 2007, 8 juni 2008, 22 december 2008, 23 december 2009, 29 december 2010, 17 februari 2012, 28 juni 2013, 26 december 2013 en 10 augustus 2015, worden de eerste en de tweede zin vervangen door de volgende zinnen :

« Le montant des frais d'administration des cinq unions nationales est fixé à 766.483.000 EUR pour 2003, 802.661.000 EUR pour 2004, 832.359.000 EUR pour 2005, 863.156.000 EUR pour 2006, 895.524.000 EUR pour 2007, 929.160.000 EUR pour 2008, 972.546.000 EUR pour 2009, 1.012.057.000 EUR pour 2010, 1.034.651.000 EUR pour 2011, 1.029.840.000 EUR pour 2012, 1.027.545.000 EUR pour 2013, 1.052.317.000 EUR pour 2014, 1.070.012.000 EUR pour 2015 et 1.050.174.000 EUR pour 2016. Pour la caisse des soins de santé de la Société nationale des Chemins de fer belges, ce montant est fixé à 13.195.000 EUR pour 2003, 13.818.000 EUR pour 2004, 14.329.000 EUR pour 2005, 14.859.000 EUR pour 2006, 15.416.000 EUR pour 2007, 15.995.000 EUR pour 2008, 16.690.000 EUR pour 2009, 17.368.000 EUR pour 2010, 17.770.000 EUR pour 2011, 17.687.000 EUR pour 2012, 17.648.000 EUR pour 2013, 18.073.000 EUR pour 2014, 18.377.000 EUR pour 2015 et 18.037.000 EUR pour 2016. ».

Section 2. — Cotisations sur le chiffre d'affaires

Art. 84. A l'article 191, alinéa 1^{er}, 15^onovies, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2005 et modifié par les lois des 27 décembre 2006, 21 décembre 2007, 8 juin 2008, 19 décembre 2008, 22 décembre 2008, 23 décembre 2009, 29 décembre 2010, 28 décembre 2011, 27 décembre 2012, 26 décembre 2013 et 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante :

« Pour 2016, le montant de cette cotisation est fixé à 6,73 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé en 2016. »;

2^o à l'alinéa 5, dernière phrase, le mot "et" est remplacé par la mention "," et la phrase est complétée comme suit :

« et avant le 1^{er} mai 2017 pour le chiffre d'affaires qui a été réalisé en 2016. »;

3^o à l'alinéa 7, première phrase, le mot "et" est remplacé par la mention "," et les mots "et la cotisation sur le chiffre d'affaires 2016" sont insérés entre les mots "chiffre d'affaires 2015" et les mots "sont versées";

4^o l'alinéa 8 est complété par la phrase suivante :

« Pour 2016, l'avance et le solde visés à l'alinéa 7 doivent être versés respectivement avant le 1^{er} juin 2016 et le 1^{er} juin 2017 sur le compte de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant respectivement la mention "avance cotisation chiffre d'affaires 2016" et "solde cotisation chiffre d'affaires 2016". »;

5^o l'alinéa 10 est complété par la phrase suivante :

« Pour 2016 l'avance précitée est fixée à 6,73 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé dans l'année 2015. »;

6^o le dernier alinéa est complété par la phrase suivante :

« Les recettes qui résultent de la cotisation sur le chiffre d'affaires 2016 sont inscrites dans les comptes de l'assurance obligatoire soins de santé de l'exercice 2016. ».

Art. 85. A l'article 191, alinéa 1^{er}, 15^oduodecies, de la même loi, inséré par la loi du 23 décembre 2009 et modifié par les lois des 29 décembre 2010, 28 décembre 2011, 27 décembre 2012, 26 décembre 2013 et 19 décembre 2014, l'alinéa 5 est complété par la phrase suivante :

« Pour 2016, le montant de cette cotisation est fixé à 1 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé en 2016 et l'avance concernée est fixée à 1 p.c. du chiffre d'affaires réalisé en 2015. ».

Art. 86. A l'article 191, alinéa 1^{er}, 15^oterdecies, de la même loi, inséré par la loi du 28 juin 2013 et modifié par la loi du 19 décembre 2014, l'alinéa 5 est complété par ce qui suit :

« Pour l'année 2016, les pourcentages de cette cotisation orpheline s'élèvent à 0 % pour la tranche du chiffre d'affaires allant de 0 à 1,5 millions d'euros, à 3 % pour la tranche du chiffre d'affaires allant de 1,5 à 3 millions d'euros et à 5 % pour la tranche du chiffre d'affaires qui est supérieure à 3 millions d'euros. Les pourcentages, appliqués aux différents paliers pour fixer l'avance 2016, sont identiques à ceux fixés pour la cotisation orpheline 2016. ».

Section 3. — Contribution sur le marketing

Art. 87. A l'article 191, alinéa 1^{er}, 31^o, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2012 et modifié par les lois des 26 décembre 2013 et 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Pour 2016, la contribution compensatoire est maintenue. »;

« Het bedrag van de administratiekosten van de vijf landsbonden wordt vastgelegd op 766.483.000 EUR voor 2003, 802.661.000 EUR voor 2004, 832.359.000 EUR voor 2005, 863.156.000 EUR voor 2006, 895.524.000 EUR voor 2007, 929.160.000 EUR voor 2008, 972.546.000 EUR voor 2009, 1.012.057.000 EUR voor 2010, 1.034.651.000 EUR voor 2011, 1.029.840.000 EUR voor 2012, 1.027.545.000 EUR voor 2013, 1.052.317.000 EUR voor 2014, 1.070.012.000 EUR voor 2015 en 1.050.174.000 EUR voor 2016. Voor de Kas voor geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen wordt dit bedrag vastgesteld op 13.195.000 EUR voor 2003, 13.818.000 EUR voor 2004, 14.329.000 EUR voor 2005, 14.859.000 EUR voor 2006, 15.416.000 EUR voor 2007, 15.995.000 EUR voor 2008, 16.690.000 EUR voor 2009, 17.368.000 EUR voor 2010, 17.770.000 EUR voor 2011, 17.687.000 EUR voor 2012, 17.648.000 EUR voor 2013, 18.073.000 EUR voor 2014, 18.377.000 EUR voor 2015 en 18.037.000 EUR voor 2016. ».

Afdeling 2. — Heffingen op de omzet

Art. 84. In artikel 191, eerste lid, 15^onovies, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 21 december 2007, 8 juni 2008, 19 december 2008, 22 december 2008, 23 december 2009, 29 december 2010, 28 december 2011, 27 december 2012, 26 december 2013 en 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Voor 2016 wordt het bedrag van die heffing vastgesteld op 6,73 pct. van de omzet die in 2016 is verwezenlijkt. »;

2^o in het vijfde lid, laatste zin, wordt het woord "en" vervangen door de vermelding "," en wordt de zin aangevuld als volgt :

« en vóór 1 mei 2017 voor de omzet die in 2016 is verwezenlijkt. »;

3^o in het zevende lid, eerste zin, wordt het woord "en" vervangen door de vermelding "," en worden de woorden "en de heffing op de omzet 2016" ingevoegd tussen de woorden "omzet 2015" en de woorden "worden via";

4^o het achtste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Voor 2016 dienen het in het zevende lid bedoelde voorschot en saldo respectievelijk gestort te worden voor 1 juni 2016 en 1 juni 2017 op rekening van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met vermelding van respectievelijk "voorschot heffing omzet 2016" en "saldo heffing omzet 2016". »;

5^o het tiende lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Voor 2016 wordt het voornoemde voorschot bepaald op 6,73 pct. van de omzet die in het jaar 2015 is verwezenlijkt. »;

6^o het laatste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« De ontvangsten die voortvloeien uit de heffing op de omzet 2016 worden in de rekeningen van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging opgenomen in het boekjaar 2016. ».

Art. 85. In artikel 191, eerste lid, 15^oduodecies, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 23 december 2009 en gewijzigd bij de wetten van 29 december 2010, 28 december 2011, 27 december 2012, 26 december 2013 en 19 december 2014, wordt het vijfde lid aangevuld met de volgende zin :

« Voor 2016 wordt het bedrag van die heffing vastgesteld op 1 pct. van de omzet die in 2016 is verwezenlijkt en het ermee samenhangende voorschot wordt vastgesteld op 1 pct. van de omzet die in 2015 is verwezenlijkt. ».

Art. 86. In artikel 191, eerste lid, 15^oterdecies, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 28 juni 2013 en gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, wordt het vijfde lid aangevuld als volgt :

« Voor het jaar 2016 worden de percentages van deze weesheffing vastgesteld op 0 pct. voor het deel van de omzet van 0 tot en met 1,5 miljoen EUR, op 3 pct. voor het deel van de omzet van 1,5 tot en met 3 miljoen EUR en op 5 pct. voor het deel van de omzet groter dan 3 miljoen EUR. De percentages, die op de verschillende omzetsniveaus toegepast worden om het voorschot 2016 vast te stellen, zijn gelijk aan de percentages die vastgesteld worden voor de weesheffing 2016. ».

Afdeling 3. — Bijdrage op marketing

Art. 87. In artikel 191, eerste lid, 31^o, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2012 en gewijzigd bij de wetten van 26 december 2013 en 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Voor 2016 wordt de compensatoire bijdrage gehandhaafd. »;

2° à l'alinéa 2, les mots "et réalisé en 2015, pour l'année 2015" sont remplacés par les mots "réalisé en 2015, pour l'année 2015, et réalisé en 2016, pour l'année 2016";

3° l'alinéa 3 est complété par ce qui suit :

« L'avance 2016, fixé à 0,13 % du chiffre d'affaires réalisé en 2015, est versé avant le 1^{er} juin 2016 sur le compte de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant la mention "Acompte contribution compensatoire 2016" et le solde est versé avant le 1^{er} juin 2017 sur ce même compte avec la mention "Solde contribution compensatoire 2016". »;

4° à l'alinéa 5, le mot "et" est abrogé et la phrase est complétée comme suit :

« , et pour l'année comptable 2016, pour ce qui concerne la contribution 2016. ».

Section 4. — Remboursement de référence

Art. 88. Dans l'article 35^{ter}, de la même loi, remplacé par la loi du 27 décembre 2005 et modifié par les lois des 25 avril 2007, 22 décembre 2008, 10 décembre 2009, 23 décembre 2009, 29 décembre 2010, 17 février 2012, 30 juillet 2013, 7 février 2014 et 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 4, le nombre "41" est remplacé par le nombre "51,52" et le nombre "32,5" est remplacé par le nombre "43,64";

2° au paragraphe 1^{er}, les alinéas 5 à 9 sont abrogés;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots "la moitié des pourcentages visés au § 1^{er}" sont remplacés par les mots "27,82 p.c. pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et à 23,37 p.c. pour les autres spécialités";

4° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les modalités suivant lesquelles il est indiqué que les réductions sont ramenées à 27,82 p.c. pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et de 23,37 p.c. pour les autres spécialités, sont fixées par le Roi. »

Le Roi fixe les modalités suivant lesquelles les réductions visées au paragraphe 1^{er} sont indiquées.

5° au § 2^{bis}, alinéa 1^{er}, les mots "la moitié des pourcentages visés au § 1^{er}" sont remplacés par les mots "27,82 p.c. pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et à 23,37 p.c. pour les autres spécialités";

Le Roi fixe les modalités suivant lesquelles les réductions visées au paragraphe 1^{er} sont indiquées.

6° le paragraphe 2^{bis} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les modalités suivant lesquelles il est indiqué que les réductions visées sont ramenées à 27,82 p.c. pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et de 23,37 p.c. pour les autres spécialités, sont fixées par le Roi. »;

7° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Pour les spécialités dont la base de remboursement a été réduite sur la base du paragraphe 1^{er}, les demandeurs doivent opter, selon les règles et conditions définies par le Roi, entre les quatre options suivantes :

1° soit le prix public, ou à défaut le prix de vente ex-usine, est réduit à un niveau qui est égal à celui de la nouvelle base de remboursement, augmenté d'une marge de sécurité de 25 p.c. de cette nouvelle base de remboursement, étant entendu que cette marge de sécurité ne peut excéder 5,00 EUR;

2° soit le prix public, ou à défaut le prix de vente ex-usine, est réduit à un niveau qui est supérieur à celui de la nouvelle base de remboursement, mais inférieur au niveau tel que calculé sous 1°;

3° soit le prix public, ou à défaut le prix de vente ex-usine, est réduit au niveau de la nouvelle base de remboursement maximale;

4° soit la spécialité est supprimée de la liste de plein droit et sans tenir compte des procédures fixées dans l'article 35^{bis}.

Si le demandeur ne choisit pas une des quatre options susmentionnées, l'option sous 3° est appliquée de plein droit.

2° in het tweede lid worden de woorden "en verwezenlijkt in 2015, voor het jaar 2015" vervangen door de woorden "verwezenlijkt in 2015, voor het jaar 2015, en verwezenlijkt in 2016, voor het jaar 2016 »;

3° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« Het voorschot 2016, vastgesteld op 0,13 pct. van het in 2015 verwezenlijkte omzetcijfer, wordt vóór 1 juni 2016 gestort op rekening van het Rijkinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met de vermelding "Voorschot compensatoire bijdrage 2016" en het saldo wordt vóór 1 juni 2017 gestort op dezelfde rekening met de vermelding "Saldo compensatoire bijdrage 2016". »;

4° in het vijfde lid wordt het woord "en" opgeheven en wordt de zin aangevuld als volgt :

« , en in het boekjaar 2016, voor de bijdrage 2016. ».

Afdeling 4. — Referentierugbetaling

Art. 88. In artikel 35^{ter} van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 27 december 2005 en gewijzigd bij de wetten van 25 april 2007, 22 december 2008, 10 december 2009, 23 december 2009, 29 december 2010, 17 februari 2012, 30 juli 2013, 7 februari 2014 en 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, vierde lid, wordt het getal "41" vervangen door het getal "51,52" en wordt het getal "32,5" vervangen door het getal "43,64";

2° in paragraaf 1 worden het vijfde tot negende lid opgeheven;

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden "op de helft van de in § 1 vermelde percentages teruggebracht" vervangen door de woorden "op 27,82 pct. teruggebracht voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en op 23,37 pct. voor de andere specialiteiten";

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De nadere regels die gevolgd dienen te worden om aan te geven dat de verminderingen op 27,82 pct. worden teruggebracht voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en op 23,37 pct. voor de andere specialiteiten, worden vastgesteld door de Koning. »

De Koning stelt de nadere regels vast voor de bedoelde verminderingen in paragraaf 1.

5° in § 2^{bis}, eerste lid, worden de woorden "op de helft van de in § 1 vermelde percentages teruggebracht" vervangen door de woorden "op 27,82 pct. teruggebracht voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en op 23,37 pct. voor de andere specialiteiten";

De Koning stelt de nadere regels vast voor de bedoelde verminderingen die gevolgd dienen te worden in paragraaf 1.

6° paragraaf 2^{bis} wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De nadere regels die gevolgd dienen te worden om aan te geven dat de bedoelde verminderingen op 27,82 pct. worden teruggebracht voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en op 23,37 pct. voor de andere specialiteiten, worden vastgesteld door de Koning. »;

7° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Voor de specialiteiten waarvan de vergoedingsbasis is verlaagd op basis van paragraaf 1, moeten de aanvragers volgens de door de Koning vastgestelde regels en voorwaarden, tussen de vier volgende opties kiezen :

1° ofwel wordt de verkoopprijs aan publiek, of bij ontstentenis hiervan de verkoopprijs buiten bedrijf, verlaagd tot op een niveau dat gelijk is aan dit van de nieuwe vergoedingsbasis, vermeerderd met een veiligheidsmarge van 25 pct. van deze nieuwe vergoedingsbasis, met dien verstande dat deze veiligheidsmarge niet hoger kan zijn dan 5,00 EUR;

2° ofwel wordt de verkoopprijs aan publiek, of bij ontstentenis hiervan de verkoopprijs buiten bedrijf, verlaagd tot op een niveau dat hoger is dan dit van de nieuwe vergoedingsbasis, maar lager dan het niveau, zoals berekend onder 1°;

3° ofwel wordt de verkoopprijs aan publiek, of bij ontstentenis hiervan de verkoopprijs buiten bedrijf, verlaagd tot het niveau van de nieuwe maximale vergoedingsbasis;

4° ofwel wordt de specialiteit van rechtswege en zonder rekening te houden met de procedures bepaald in artikel 35^{bis}, geschrapt uit de lijst.

Indien de aanvrager niet kiest voor één van de vier bovenvermelde opties, wordt van rechtswege de optie onder 3° toegepast.

La liste peut être adaptée mensuellement et de plein droit pour tenir compte des réductions de prix visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, ou des suppressions de plein droit visées à l'alinéa 1^{er}, 4^o. »;

8^o au paragraphe 4bis, les mots "selon les dispositions de l'article 35ter, § 3, deuxième alinéa" sont remplacés par les mots "selon les dispositions de l'article 35ter, § 3, alinéa 1^{er}, 4^o";

9^o l'article est complété par les paragraphes 11 et 12 rédigés comme suit :

« § 11. Au 1^{er} mars 2016 :

a) la base de remboursement des spécialités pour lesquelles une nouvelle base de remboursement a été fixée après le 31 mars 2010 et avant le 1^{er} avril 2012 sur la base du paragraphe 1^{er}, le cas échéant par l'application de l'article 35quater, ainsi que pour les spécialités visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), contenant le même principe actif, est diminuée de plein droit de 6 p.c. complémentaires;

b) la base de remboursement des spécialités pour lesquelles une nouvelle base de remboursement a été fixée après le 31 mars 2010 et avant le 1^{er} avril 2012 sur la base du paragraphe 2 ou du paragraphe 2bis, est diminuée de plein droit de 3 p.c. complémentaires;

c) la base de remboursement des spécialités pour lesquelles une nouvelle base de remboursement a été fixée après le 31 mars 2012 et avant le 1^{er} avril 2014 sur la base du paragraphe 1^{er}, le cas échéant par l'application de l'article 35quater, ainsi que pour les spécialités visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), contenant le même principe actif, est diminuée de plein droit de 12,58 p.c. complémentaires pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et de 11,17 p.c. pour les autres spécialités;

d) la base de remboursement des spécialités pour lesquelles une nouvelle base de remboursement a été fixée après le 31 mars 2012 et avant le 1^{er} avril 2014 sur la base du paragraphe 2 ou du paragraphe 2bis, est diminuée de plein droit de 6,40 p.c. complémentaires pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et de 5,67 p.c. pour les autres spécialités;

e) la base de remboursement des spécialités pour lesquelles une nouvelle base de remboursement a été fixée après le 31 mars 2014 et avant le 1^{er} avril 2016 sur la base du paragraphe 1^{er}, le cas échéant par l'application de l'article 35quater, ainsi que pour les spécialités visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), contenant le même principe actif, est diminuée de plein droit de 17,83 p.c. complémentaires pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et de 16,50 p.c. pour les autres spécialités;

f) la base de remboursement des spécialités pour lesquelles une nouvelle base de remboursement a été fixée après le 31 mars 2014 et avant le 1^{er} avril 2016 sur la base du paragraphe 2 ou du paragraphe 2bis, est diminuée de plein droit de 9,20 p.c. complémentaires pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et de 8,50 p.c. pour les autres spécialités;

g) la base de remboursement des spécialités pharmaceutiques, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), inscrites sur la liste jusqu'au 1^{er} mars 2016 inclus et pour lesquelles une spécialité pharmaceutique, visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), contenant le même principe actif, est inscrite sur la liste pour lequel une nouvelle base de remboursement n'a pas été fixée avant le 1^{er} avril 2016 sur la base du paragraphe 1^{er}, le cas échéant par l'application de l'article 35quater, est diminuée de plein droit de 17,83 p.c. complémentaires pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et de 16,50 p.c. pour les autres spécialités;

h) pour les spécialités pharmaceutiques, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), pour lesquelles la différence entre le prix public et la base de remboursement excède 5,00 EUR, le prix public, ou à défaut le prix de vente ex-usine, est réduit à un niveau qui est égal à celui de la base de remboursement, augmenté d'une marge de sécurité de 25 p.c. de cette base de remboursement, étant entendu que cette marge de sécurité ne peut excéder 5,00 EUR.

§ 12. Au 1^{er} janvier 2017 :

a) la base de remboursement des spécialités pharmaceutiques, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), pour lesquelles il n'y avait plus aucune spécialité pharmaceutique, visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), contenant le même principe actif, inscrite sur la liste dans les 2 ans qui suivent la date à laquelle une nouvelle base de remboursement a été fixée sur la base du paragraphe 1^{er}, le cas échéant par l'application de

De lijst kan maandelijks en van rechtswege worden aangepast opdat rekening wordt gehouden met de prijsverlagingen, bedoeld in het eerste lid, 1^o, 2^o en 3^o, of met de schrappingen van rechtswege, bedoeld in het eerste lid, 4^o. »;

8^o in paragraaf 4bis worden de woorden "volgens de bepalingen van artikel 35ter, § 3, tweede lid" vervangen door de woorden "volgens de bepalingen van artikel 35ter, § 3, eerste lid, 4^o";

9^o het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 11 en 12, luidende :

« § 11. Op 1 maart 2016 :

a) wordt de vergoedingsbasis van de specialiteiten waarvoor na 31 maart 2010 en vóór 1 april 2012, op grond van paragraaf 1, een nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, eventueel met toepassing van artikel 35quater, alsook van de in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), bedoelde specialiteiten die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevatten, van rechtswege bijkomend verminderd met 6 pct;

b) wordt de vergoedingsbasis van de specialiteiten waarvoor na 31 maart 2010 en vóór 1 april 2012 op grond van paragraaf 2 of paragraaf 2bis een nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, van rechtswege bijkomend verminderd met 3 pct;

c) wordt de vergoedingsbasis van de specialiteiten waarvoor na 31 maart 2012 en vóór 1 april 2014, op grond van paragraaf 1, een nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, eventueel met toepassing van artikel 35quater, alsook van de in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), bedoelde specialiteiten die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevatten, van rechtswege bijkomend verminderd met 12,58 pct. voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en met 11,17 pct. voor de andere specialiteiten;

d) wordt de vergoedingsbasis van de specialiteiten waarvoor na 31 maart 2012 en vóór 1 april 2014, op grond van paragraaf 2 of paragraaf 2bis een nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, van rechtswege bijkomend verminderd met 6,40 pct. voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en met 5,67 pct. voor de andere specialiteiten;

e) wordt de vergoedingsbasis van de specialiteiten waarvoor na 31 maart 2014 en vóór 1 april 2016, op grond van paragraaf 1, een nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, eventueel met toepassing van artikel 35quater, alsook van de in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), bedoelde specialiteiten die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevatten, van rechtswege bijkomend verminderd met 17,83 pct. voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en met 16,50 pct. voor de andere specialiteiten;

f) wordt de vergoedingsbasis van de specialiteiten waarvoor na 31 maart 2014 en vóór 1 april 2016, op grond van paragraaf 2 of paragraaf 2bis een nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, van rechtswege bijkomend verminderd met 9,20 pct. voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en met 8,50 pct. voor de andere specialiteiten;

g) wordt de vergoedingsbasis van de farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), ingeschreven op de lijst tot en met 1 maart 2016 en waarvoor er een specialiteit, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), ingeschreven is op de lijst die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevat waarvoor voor 1 april 2016, op grond van paragraaf 1, nog geen nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, eventueel met toepassing van artikel 35quater, van rechtswege bijkomend verminderd met 17,83 pct. voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en met 16,50 pct. voor de andere specialiteiten;

h) voor de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), waarvoor het verschil tussen de verkoopprijs aan publiek en de vergoedingsbasis groter is dan 5,00 EUR, wordt de verkoopprijs aan publiek, of bij ontstentenis hiervan de verkoopprijs buiten bedrijf, verlaagd tot op een niveau dat gelijk is aan dat van de vergoedingsbasis, vermeerderd met een veiligheidsmarge van 25 pct. van deze vergoedingsbasis, met dien verstande dat deze veiligheidsmarge niet hoger kan zijn dan 5,00 EUR.

§ 12. Op 1 januari 2017 :

a) wordt de vergoedingsbasis van de farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), waarvoor er geen specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevatten, meer ingeschreven waren op de lijst binnen een periode van 2 jaar na de datum waarop op grond van paragraaf 1, een nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, eventueel met toepassing van artikel 35quater, van rechtswege bijkomend verminderd met

l'article 35^{quater}, est diminuée de plein droit de 17,83 p.c. complémentaires pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et de 16,50 p.c. pour les autres spécialités;

b) la base de remboursement des spécialités pharmaceutiques, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), pour lesquelles il n'y avait plus aucune spécialité pharmaceutique, visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), contenant le même principe actif, inscrite sur la liste dans une période de plus de 2 ans mais moins de 4 ans qui suit la date à laquelle une nouvelle base de remboursement a été fixée sur la base du paragraphe 1^{er}, le cas échéant par l'application de l'article 35^{quater}, est diminuée de plein droit de 12,58 p.c. complémentaires pour les spécialités pour lesquelles l'intervention de l'assurance représente 100 p.c. de la base de remboursement et de 11,17 p.c. pour les autres spécialités;

c) la base de remboursement des spécialités pharmaceutiques, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), pour lesquelles il n'y avait plus aucune spécialité pharmaceutique, visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1), contenant le même principe actif, inscrite sur la liste dans une période de plus de 4 ans mais moins de 6 ans qui suit la date à laquelle une nouvelle base de remboursement a été fixée sur la base du paragraphe 1^{er}, le cas échéant par l'application de l'article 35^{quater}, est diminuée de plein droit de 6 p.c. complémentaires. ».

CHAPITRE 3. — Modification de l'article 173 de la loi-programme du 19 décembre 2014

Art. 89. Dans l'article 173, § 1^{er}, de la loi-programme du 19 décembre 2014, les mots "31 décembre 2015" sont chaque fois remplacés par les mots "31 décembre 2016".

CHAPITRE 4. — Modifications de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale, du Code des impôts sur les revenus 1992 et de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Art. 90. L'article 3, 2^o, de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale est remplacé par ce qui suit :

« 2^o flexisalaire : le salaire de base, qui est un salaire net destiné à rémunérer une prestation fournie dans le cadre d'un flexi-job visé au 1^o, augmenté de tous les indemnités, primes et avantages quelle que soit leur nature versés par l'employeur à titre de rémunération pour ces mêmes prestations et sur lesquelles conformément à l'article 14, § 2, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et leurs arrêtés d'exécution, des cotisations sociales sont dues. ».

Art. 91. L'article 5, § 2, de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« § 2 Le salaire de base visé à l'article 3, 2^o s'élève au minimum à 8,82 euros à l'heure. Ce montant minimum est adapté à l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. ».

Art. 92. L'article 6, d), de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« d) le salaire de base visé à l'article 3, 2^o en tenant compte du minimum visé à l'article 5; ».

Art. 93. L'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 29^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 16 novembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« 29^o les rémunérations payées ou attribuées en exécution d'un contrat de travail flexi-job visé à l'article 3, 4^o, de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale; ».

Art. 94. Dans l'article 14 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les mots "l'article 9, 2^o" sont remplacés par les mots "l'article 3, 2^o;".

17,83 pct. voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en met 16,50 pct. voor de andere specialiteiten;

b) wordt de vergoedingsbasis van de farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), waarvoor er geen specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevatten, meer ingeschreven waren op de lijst binnen een periode van meer dan 2 jaar maar minder dan 4 jaar na de datum waarop op grond van paragraaf 1, een nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, eventueel met toepassing van artikel 35^{quater}, van rechtswege bijkomend verminderd met 12,58 pct. voor de specialiteiten waarvoor de verzekeringstegemoetkoming 100 pct. van de vergoedingsbasis bedraagt en met 11,17 pct. voor de andere specialiteiten;

c) wordt de vergoedingsbasis van de farmaceutische specialiteiten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), waarvoor er geen specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1), die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevatten, meer ingeschreven waren op de lijst binnen een periode van meer dan 4 jaar maar minder dan 6 jaar na de datum waarop op grond van paragraaf 1, een nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld, eventueel met toepassing van artikel 35^{quater}, van rechtswege bijkomend verminderd met 6 pct. ».

HOOFDSTUK 3. — Wijziging van artikel 173 van de programmawet van 19 december 2014

Art. 89. In artikel 173, § 1, van de programmawet van 19 december 2014, worden de woorden "31 december 2015" telkens vervangen door de woorden "31 december 2016".

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers

Art. 90. Artikel 3, 2^o, van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken wordt vervangen als volgt :

« 2^o flexiloon : het basisloon, zijnde een nettoloon ter vergoeding van een prestatie geleverd in het kader van een flexi-job als bedoeld in de bepaling onder 1^o, aangevuld met alle vergoedingen, premies en voordelen van welke aard ook die door de werkgever toegekend worden ter vergoeding van diezelfde prestatie, en waarop overeenkomstig artikel 14, § 2, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en artikel 23, tweede lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en hun uitvoeringsbepalingen, sociale bijdragen verschuldigd zijn. ».

Art. 91. Artikel 5, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 2. Het basisloon als bedoeld in artikel 3, 2^o bedraagt minimaal 8,82 euro per uur. Dit minimaal bedrag wordt aangepast aan het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmede rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. ».

Art. 92. Artikel 6, d), van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« d) het basisloon als bedoeld in artikel 3, 2^o met inachtneming van het minimum zoals bepaald bij artikel 5; ».

Art. 93. Artikel 38, § 1, eerste lid, 29^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 16 november 2015, wordt vervangen als volgt :

« 29^o de bezoldigingen betaald of toegekend in uitvoering van de flexi-jobarbeidsovereenkomst als bedoeld in artikel 3, 4^o, van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken; ».

Art. 94. In artikel 14 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers worden de woorden "artikel 9, 2^o" vervangen door de woorden "artikel 3, 2^o;".

Art. 95. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} décembre 2015.

CHAPITRE 5. — *Emploi*

Section 1^{re}. — Modification du chapitre VI du titre XI de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) relatif aux cotisations de sécurité sociale et retenues, dues sur les régimes de chômage avec complément d'entreprise, sur des indemnités complémentaires à certaines allocations de sécurité sociale et sur des indemnités d'invalidité

Art. 96. Dans le chapitre VI du titre XI la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 juin 2012, il est inséré un article 124^{ter} rédigé comme suit :

« Art.124^{ter}. Pour les indemnités complémentaires octroyées pour la première fois à partir du 1^{er} janvier 2016 dans le cadre d'un crédit temps ou par suite d'un préavis ou d'une rupture du contrat de travail notifié après le 10 octobre 2015 ou par suite de toute autre résiliation du contrat de travail après cette date, les pourcentages des cotisations dues, prévus à l'article 118, § 2^{quater}, et à l'article 120, §§ 2 et 3/1, sont multipliés par un coefficient de 1.25 et les pourcentages prévus à l'article 118, § 3/1, et à l'article 120, § 4/1, seront multipliés par un coefficient de 2.25.

Les pourcentages ainsi obtenus sont arrondis arithmétiquement à la deuxième décimale, 0,005 étant arrondi vers le haut.

Le coefficient de 1.25 visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas d'application pour les chômeurs avec complément d'entreprise lorsque le préavis ou la rupture du contrat de travail a été notifié dans le cadre d'une reconnaissance en tant qu'entreprise en difficulté ou en restructuration pour autant que la reconnaissance ou, pour les entreprises en restructuration, l'annonce du licenciement collectif visé au chapitre VII de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, date d'avant le 11 octobre 2015. ».

Section 2. — Modification de l'arrêté royal du 29 mars 2010 portant exécution du chapitre 6 du titre XI de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), relatif aux cotisations de sécurité sociale et retenues dues sur des régimes de chômage avec complément d'entreprise, sur des indemnités complémentaires à certaines allocations de sécurité sociale et sur des indemnités d'invalidité

Art. 97. Dans l'arrêté royal du 29 mars 2010 portant exécution du chapitre 6 du titre XI de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), relatif aux cotisations de sécurité sociale et retenues dues sur des régimes de chômage avec complément d'entreprise, sur des indemnités complémentaires à certaines allocations de sécurité sociale et sur des indemnités d'invalidité, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 juin 2012, il est inséré un article 6bis rédigé comme suit :

« Art. 6bis. Les pourcentages des cotisations prévus à l'article 5bis, 1^o et 2^o, et à l'article 6, § 4, 1^o et 2^o, sont multipliés par un coefficient de 1.25 pour les chômeurs avec complément d'entreprise dont le préavis ou la rupture du contrat de travail a été notifié après le 10 octobre 2015.

Les nouveaux pourcentages ainsi obtenus sont arrondis arithmétiquement à la deuxième décimale, 0,005 étant arrondi vers le haut.

Le coefficient de 1.25 visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas d'application lorsque le préavis ou la rupture du contrat de travail a été notifié dans le cadre d'une reconnaissance en tant qu'entreprise en difficulté ou en restructuration pour autant que la reconnaissance ou, pour les entreprises en restructuration, l'annonce du licenciement collectif visé au chapitre VII de l'arrêté royal du 3 mai 2007, date d'avant le 11 octobre 2015. ».

Art. 98. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

CHAPITRE 6. — *Soins de santé*

Art. 99. § 1^{er}. En 2016, il n'est procédé à aucune indexation des montants pour les prestations prévus par la loi ou en vertu de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, qui relèvent de l'objectif budgétaire global annuel des soins de santé pour l'année 2016.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux montants qui sont indexés conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Art. 95. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 december 2015.

HOOFDSTUK 5. — *Werk*

Afdeling 1. — Wijziging van hoofdstuk VI van titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) betreffende de sociale zekerheidsbijdragen en inhoudingen verschuldigd in de stelsels van werkloosheid met bedrijfstoelage, op aanvullende vergoedingen bij bepaalde socialezekerheidsuitkeringen en op uitkeringen voor invaliditeit

Art. 96. In hoofdstuk VI van titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juni 2012, wordt een artikel 124^{ter} ingevoegd, luidende :

« Art.124^{ter}. Voor de aanvullende vergoedingen voor de eerste keer toegekend vanaf 1 januari 2016 in geval van een tijdskrediet, of naar aanleiding van een opzegging of verbreking van de arbeidsovereenkomst, betekend na 10 oktober 2015, of naar aanleiding van elke andere beëindiging van de arbeidsovereenkomst na deze datum, worden de percentages van de verschuldigde bijdragen, vastgesteld in artikel 118, § 2^{quater}, en in artikel 120, §§ 2 en 3/1, vermenigvuldigd met een coëfficiënt 1.25 en worden de percentages vastgesteld in artikel 118, § 3/1, en artikel 120, § 4/1, vermenigvuldigd met een coëfficiënt 2.25.

De aldus verkregen percentages worden rekenkundig afgerond tot op de tweede decimaal, waarbij 0,005 naar boven wordt afgerond.

De coëfficiënt 1.25 als bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing op de werklozen met bedrijfstoelage wanneer de opzegging of verbreking betekend werd in het kader van een erkenning als onderneming in moeilijkheden of herstructurering, voor zover de erkenning, of, voor de ondernemingen in herstructurering, de aankondiging van het collectief ontslag als bedoeld in hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, dateert van vóór 11 oktober 2015. ».

Afdeling 2. — Wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 2010 tot uitvoering van het hoofdstuk 6 van titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), betreffende socialezekerheidsbijdragen en inhoudingen verschuldigd in het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, op aanvullende vergoedingen bij bepaalde socialezekerheidsuitkeringen en op invaliditeitsuitkeringen

Art. 97. In het koninklijk besluit van 29 maart 2010 tot uitvoering van het hoofdstuk 6 van titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), betreffende socialezekerheidsbijdragen en inhoudingen verschuldigd in het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, op aanvullende vergoedingen bij bepaalde socialezekerheidsuitkeringen en op invaliditeitsuitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juni 2012, wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidende :

« Art. 6bis. De percentages van de bijdragen vastgesteld in artikel 5bis, 1^o en 2^o, en in artikel 6, § 4, 1^o en 2^o, worden vermenigvuldigd met een coëfficiënt 1.25 voor de werklozen met bedrijfstoelage van wie de opzegging of verbreking van de arbeidsovereenkomst betekend werd na 10 oktober 2015.

De aldus verkregen percentages worden rekenkundig afgerond tot op de tweede decimaal, waarbij 0,005 naar boven wordt afgerond.

De coëfficiënt 1.25 als bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing wanneer de opzegging of verbreking betekend werd in het kader van een erkenning als onderneming in moeilijkheden of herstructurering, voor zover de erkenning, of, voor de ondernemingen in herstructurering, de aankondiging van het collectief ontslag als bedoeld in hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 3 mei 2007, dateert van vóór 11 oktober 2015. ».

Art. 98. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2016.

HOOFDSTUK 6. — *Gezondheidszorg*

Art. 99. § 1. In 2016 wordt geen enkele indexering uitgevoerd voor de bedragen voor verstrekkingen bepaald bij de wet of krachtens de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, die vallen onder de jaarlijkse algemene begrotingsdoelstelling voor geneeskundige verzorging voor het jaar 2016.

Het eerste lid geldt niet voor de bedragen die worden geïndexeerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijs van het Rijk worden gekoppeld.

§ 2. A partir de 2016, il est tenu compte de l'indice santé lissé visé à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994, pour les montants qui sont indexés conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

L'application de l'alinéa 1^{er} ne peut avoir pour conséquence une diminution nominale des montants durant la période jusqu'au mois de référence déterminé à l'article 2, § 4, de l'arrêté royal précité.

CHAPITRE 7. — *Modifications de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé*

Art. 100. Dans l'article 69 de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé, modifié par les lois des 19 décembre 2008, 23 décembre 2009, 29 décembre 2010, 17 février 2012, 27 décembre 2012 et 10 avril 2014, le terme "V.8.7," est chaque fois inséré entre les termes "V.8.1" et "VII.9".

Art. 101. A l'article 69 de la même loi, modifié par les lois des 19 décembre 2008, 23 décembre 2009, 29 décembre 2010, 17 février 2012, 27 décembre 2012 et 10 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° huit alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 13 et 14 :

« Au 1^{er} juillet 2016, les prix et les bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1) de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, et IV de l'annexe I^{re} de la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, dont, dans le courant du semestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour la première fois il y a plus de douze ans, sont diminués de 17 p.c., à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Ensuite, chaque 1^{er} janvier et chaque 1^{er} juillet, les prix et les bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1) de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, et IV de l'annexe I^{re} de la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, dont, dans le courant du semestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour la première fois il y a plus de douze ans, sont diminués de 17 p.c., à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Au 1^{er} juillet 2016, les prix et les bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1) de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, et IV de l'annexe I^{re} de la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, dont, dans le courant du semestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour la première fois il y a plus de quinze ans, sont diminués de 2,41 p.c., à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Ensuite, chaque 1^{er} janvier et chaque 1^{er} juillet, les prix et les bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1) de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, et IV de l'annexe I^{re} de la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des

§ 2. Vanaf 2016 wordt voor de bedragen die worden geïndexeerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, rekening gehouden met de afgevlakte gezondheidsindex als bedoeld in artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd bij de wet van 30 maart 1994.

De toepassing van het eerste lid mag niet leiden tot een nominale vermindering van de bedragen in de periode tot aan de referentiewaarde bedoeld in artikel 2, § 4, van het voormelde koninklijk besluit.

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingen van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid*

Art. 100. In artikel 69 van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid, gewijzigd bij de wetten van 19 december 2008, 23 december 2009, 29 december 2010, 17 februari 2012, 27 december 2012 en 10 april 2014, wordt de term "V.8.7," telkens ingevoegd tussen de termen "V.8.1" en "VII.9".

Art. 101. In artikel 69 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 19 december 2008, 23 december 2009, 29 december 2010, 17 februari 2012, 27 december 2012 en 10 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het dertiende lid en het veertiende lid worden acht leden ingevoegd, luidende :

« Op 1 juli 2016 worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1) van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II en IV van de bijlage I van de bijgevoegde lijst bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, waarvan, in de loop van het voorafgaande semester, elk werkzaam bestanddeel verschijnt in een specialiteit die meer dan twaalf jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 17 pct, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Vervolgens worden, telkens op 1 januari en op 1 juli, de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1) van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II en IV van de bijlage I van de bijgevoegde lijst bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, waarvan, in de loop van het voorafgaande semester, elk werkzaam bestanddeel verschijnt in een specialiteit die meer dan twaalf jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 17 pct, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Op 1 juli 2016 worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1) van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II en IV van de bijlage I van de bijgevoegde lijst bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, waarvan, in de loop van het voorafgaande semester, elk werkzaam bestanddeel verschijnt in een specialiteit die meer dan vijftien jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 2,41 pct., met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Vervolgens worden, telkens op 1 januari en op 1 juli, de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1) van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II en IV van de bijlage I van de bijgevoegde lijst bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de

spécialités pharmaceutiques, dont, dans le courant du semestre précédent, chaque principe actif apparaît dans une spécialité qui a été remboursable pour la première fois il y a plus de quinze ans, sont diminués de 2,41 p.c., à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Les dispositions des alinéas 14, 15, 16 et 17 de cet article, sont également appliquées aux spécialités visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, contenant le même principe actif, inscrites aux chapitres I^{er}, II, et IV de l'annexe I^{re} de la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, après le 1^{er} février 2016, au moment de leur inscription sur ladite liste, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Au 1^{er} mars 2016, les dispositions des alinéas 14, 15, 16 et 17 de cet article, sont appliquées aux spécialités visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, contenant le même principe actif, inscrites aux chapitres I^{er}, II, et IV de l'annexe I^{re} de la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, avant le 1^{er} mars 2016, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Au 1^{er} avril 2016, 1^{er} juillet 2016 et 1^{er} octobre 2016, les prix et bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1) de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, et IV de l'annexe I^{re} de la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, pour lesquelles un nouveau prix et une nouvelle base de remboursement sont fixés, conformément aux dispositions de l'article 35^{ter} ou 35^{quater}, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII et à l'exception des spécialités pour lesquelles l'article 35^{ter}, § 2 ou § 2^{bis}, de la loi précitée, est d'application, sont diminués conformément aux dispositions des alinéas 15 et 17 du présent article, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités.

Ensuite, chaque 1^{er} janvier, chaque 1^{er} avril, chaque 1^{er} juillet et chaque 1^{er} octobre de chaque année, les prix et bases de remboursement des spécialités, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1) de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inscrites aux chapitres I^{er}, II, et IV de l'annexe I^{re} de la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, pour lesquelles un nouveau prix et une nouvelle base de remboursement sont fixés après le 1^{er} octobre 2016, conformément aux dispositions de l'article 35^{ter} ou 35^{quater}, à l'exception des spécialités reprises dans les groupes de remboursement I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 et XXII et à l'exception des spécialités pour lesquelles l'article 35^{ter}, § 2 ou § 2^{bis}, de la loi précitée, est d'application, sont diminués conformément aux dispositions des alinéas 15 et 17 du présent article, pour autant que les dispositions dudit article n'ont pas encore été appliquées à ces spécialités. »;

2^o dans l'alinéa 16, qui devient l'alinéa 25, les mots "ou 10" sont remplacés par les mots ", 10, 14 ou 15";

3^o dans l'alinéa 17, qui devient l'alinéa 26, les mots "ou 10" sont remplacés par les mots ", 10, 14 ou 15";

4^o dans l'alinéa 18, qui devient l'alinéa 27, les mots "et 11" sont remplacés par les mots ", 11, 16 ou 17";

5^o dans l'alinéa 19, qui devient l'alinéa 28, le mot "11" est remplacé par les mots "11, 16 ou 17";

tegemeetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, waarvan, in de loop van het voorafgaande semester, elk werkzaam bestanddeel verschijnt in een specialiteit die meer dan vijftien jaar geleden voor het eerst vergoedbaar was, verminderd met 2,41 pct., met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

De bepalingen van de leden 14, 15, 16 en 17 van dit artikel worden ook toegepast op de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met hetzelfde werkzaam bestanddeel, ingeschreven in de hoofdstukken I, II en IV van de bijlage I van de bijgevoegde lijst bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, na 1 februari 2016, op het ogenblik van hun inschrijving in de voornoemde lijst, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Op 1 maart 2016 worden de bepalingen van de leden 14, 15, 16 en 17 van dit artikel toegepast op de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met hetzelfde werkzaam bestanddeel, ingeschreven in de hoofdstukken I, II en IV van de bijlage I van de bijgevoegde lijst bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, vóór 1 maart 2016, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Op 1 april 2016, 1 juli 2016 en 1 oktober 2016, worden de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1) van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II en IV van de bijlage I van de bijgevoegde lijst bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, waarvoor overeenkomstig de bepalingen van artikel 35^{ter} of 35^{quater} een nieuwe prijs en vergoedingsbasis vastgesteld wordt, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII en met uitzondering van de specialiteiten waarvoor artikel 35^{ter}, § 2 of § 2^{bis}, van de voornoemde wet van toepassing is, verminderd volgens de bepalingen van de leden 15 en 17 van dit artikel, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten.

Vervolgens worden telkens op 1 januari, 1 april, 1 juli en 1 oktober van elk jaar, de prijzen en vergoedingsbasissen van de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1) van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingeschreven in de hoofdstukken I, II en IV van de bijlage I van de bijgevoegde lijst bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, waarvoor na 1 oktober 2016 overeenkomstig de bepalingen van artikel 35^{ter} of 35^{quater} een nieuwe prijs en vergoedingsbasis vastgesteld wordt, met uitzondering van de specialiteiten die opgenomen zijn in de vergoedingsgroepen I.10.1, I.10.2, V.6.3, V.6.4, V.8.1, V.8.7, VII.9, VII.10 en XXII en met uitzondering van de specialiteiten waarvoor artikel 35^{ter}, § 2 of § 2^{bis}, van de voornoemde wet van toepassing is, verminderd volgens de bepalingen van de leden 15 en 17 van dit artikel, voor zover de bepalingen van dit artikel nog niet zijn toegepast op deze specialiteiten. »;

2^o in het zestiende lid, dat het vijftiengste lid wordt, worden de woorden "of tiende lid" vervangen door de woorden ", tiende, veertiende of vijftiende lid";

3^o in het zeventiende lid, dat het zesentwintigste lid wordt, worden de woorden "of tiende lid" vervangen door de woorden ", tiende, veertiende of vijftiende lid";

4^o in het achttiende lid, dat het zevenentwintigste lid wordt, worden de woorden "en elfde lid" vervangen door de woorden ", elfde, zestiende of zeventiende lid";

5^o in het negentiende lid, dat het achtentwintigste lid wordt, worden de woorden "het elfde lid" vervangen door de woorden "elfde, zestiende of zeventiende lid";

6° dans l'avant-dernier alinéa, les mots "et 13" sont remplacés par les mots ", 13, 14, 15, 16 et 17";

7° dans le dernier alinéa, les mots "et 13" sont remplacés par les mots ", 13, 14, 15, 16 et 17".

TITRE V. — Finances

CHAPITRE UNIQUE. — Impôts sur les revenus

Section 1^{re}. — Régime de chômage avec complément d'entreprise - Exonération fiscale du complément d'entreprise en cas de reprise du travail

Art. 102. Dans l'article 31*bis* du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 27 décembre 2006 et modifié par les lois des 17 mai 2007 et 17 juin 2013, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 103. A l'article 38 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par un 31°, rédigé comme suit :

« 31° l'indemnité complémentaire visée à l'article 31*bis*, alinéa 1^{er}, 1^o, premier tiret, ainsi que le complément d'entreprise visé à l'alinéa 2, 2^o, du même article lorsqu'ils sont obtenus pour une période de reprise du travail auprès d'un autre employeur ou de reprise du travail en tant qu'indépendant. »;

2° l'article est complété par un paragraphe 6, rédigé comme suit :

« § 6. Pour déterminer la période de reprise du travail visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 31°, la durée totale des reprises de travail dans un mois est exprimée en nombre de jours prestés convertis dans un régime hebdomadaire de six jours, soit vingt-six jours pour un mois complet. Toute journée de travail est prise en considération, quel que soit le nombre d'heures effectivement prestées, et toute la période couverte par un contrat ou une activité en tant qu'indépendant à titre principal est considérée comme la période de reprise du travail quel que soit le nombre de jours effectivement prestés. ».

Art. 104. Dans l'article 146, 3°, du même Code, modifié par les lois des 30 mars 1994, 21 décembre 1994, 7 avril 1999, 28 avril 2003 et 22 décembre 2008, les mots "visées à l'article 31*bis*, alinéa 3, 1^o," sont remplacés par les mots "visées à l'article 31*bis*, alinéa 2, 1^o,".

Art. 105. Dans l'article 147, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, remplacé par la loi du 17 mai 2007 et modifié par les lois des 27 mars 2009 et 17 juin 2013, le *a*) est remplacé par ce qui suit :

« *a*) du salaire obtenu chez le nouvel employeur ou du revenu obtenu issu d'une nouvelle activité professionnelle en tant qu'indépendant, dans le cas de l'obtention d'une indemnité complémentaire visée à l'article 31*bis*, alinéa 1^{er}, 1^o, deuxième tiret; ».

Art. 106. Les articles 102 et 104 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2017.

Les articles 103 et 105 sont applicables aux compléments d'entreprise et indemnités complémentaires payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2016, pour autant qu'ils ne se rapportent pas à des périodes antérieures à cette date.

Section 2. — Banques et assurances

Art. 107. A l'article 207 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées :

A. 1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

6° in het voorlaatste lid, worden de woorden "en dertiende lid" vervangen door de woorden ", dertiende, veertiende, vijftiende, zestiende en zeventiende lid";

7° in het laatste lid worden de woorden "en dertiende lid" vervangen door de woorden ", dertiende, veertiende, vijftiende, zestiende en zeventiende lid".

TITEL V. — Financiën

ENIG HOOFDSTUK. — Inkomstenbelastingen

Afdeling 1. — Stelsel van werkloosheid met bedrijfsstoeslag
Fiscale vrijstelling van de bedrijfsstoeslag bij werkhervatting

Art. 102. In artikel 31*bis* van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 27 december 2006 en gewijzigd bij de wetten van 17 mei 2007 en 17 juni 2013, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 103. In artikel 38 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met een bepaling onder 31°, luidende :

« 31° de in artikel 31*bis*, eerste lid, 1^o, eerste streepje, bedoelde aanvullende vergoeding evenals de in het tweede lid, 2^o, van hetzelfde artikel bedoelde bedrijfsstoeslag wanneer ze worden verkregen voor een periode van werkhervatting bij een andere werkgever of van werkhervatting als zelfstandige. »;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidende :

« § 6. Om de periode van werkhervatting als bedoeld in § 1, eerste lid, 31°, te bepalen, wordt de totale duur van de werkhervattingen in een maand uitgedrukt in aantal gepresteerde dagen omgezet naar een arbeidsregeling van zes dagen, of zesentwintig dagen voor een volledige maand. Elke werkdag wordt in aanmerking genomen, ongeacht het aantal effectief gepresteerde uren, en de volledige periode gedekt door een arbeidsovereenkomst of een activiteit als zelfstandige in hoofdberoep wordt beschouwd als een periode van werkhervatting, ongeacht het aantal effectief gepresteerde dagen. ».

Art. 104. In artikel 146, 3°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1994, 21 december 1994, 7 april 1999, 28 april 2003 en 22 december 2008, worden de woorden "in artikel 31*bis*, derde lid, 1^o, bedoelde" vervangen door de woorden "in artikel 31*bis*, tweede lid, 1^o, bedoelde".

Art. 105. In artikel 147, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wetten van 17 mei 2007 en gewijzigd bij de wetten van 27 maart 2009 en 17 juni 2013, wordt de bepaling onder *a*) vervangen als volgt :

« *a*) van het loon dat bij de nieuwe werkgever wordt verkregen of van het inkomen dat uit een nieuwe zelfstandige beroepsactiviteit wordt verkregen, in geval van het verkrijgen van een in artikel 31*bis*, eerste lid, 1^o, tweede streepje, bedoelde aanvullende vergoeding; ».

Art. 106. De artikelen 102 en 104 treden in werking vanaf aanslagjaar 2017.

De artikelen 103 en 105 zijn van toepassing op de bedrijfsstoeslagen en aanvullende vergoedingen die vanaf 1 januari 2016 worden betaald of toegekend, voor zover ze geen betrekking hebben op periodes die deze datum voorafgaan.

Afdeling 2. — Banken en verzekeringen

Art. 107. In artikel 207 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. 1° tussen het vierde lid en het vijfde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

« L'alinéa 4 ne s'applique pas aux sociétés agréées par le Roi en qualité de dépositaire central d'instruments financiers au sens de l'arrêté royal n° 62 coordonné du 10 novembre 1967 relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments, ou disposant d'un agrément en qualité d'organisme assimilé à un organisme de liquidation conformément à l'article 36/26, § 7, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique. »;

2° dans l'alinéa 5, les mots "un pourcentage de 2,37 p.c." sont remplacés par les mots "un pourcentage de 3,39 p.c.";

3° dans l'alinéa 7, les mots "un pourcentage de 1,88 p.c." sont remplacés par les mots "un pourcentage de 2,69 p.c.".

B. 1° dans l'alinéa 5, modifié en dernier lieu par le A, les mots "un pourcentage de 3,39 p.c." sont remplacés par les mots "un pourcentage de 4,88 p.c.";

2° dans l'alinéa 7, modifié en dernier lieu par le A, les mots "un pourcentage de 2,69 p.c." sont remplacés par les mots "un pourcentage de 3,88 p.c.".

Art. 108. L'article 107, A, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2016.

L'article 107, B, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2017.

*Section 3. — Modification de l'article 275¹⁰
du Code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 109. Dans l'article 275¹⁰ du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi-programme du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2, 3°, est complété par la phrase suivante :

« le délai de 48 mois débute le premier jour du mois qui suit cet enregistrement. »;

2° dans l'alinéa 3, les mots "au moment de" sont remplacés par les mots "le premier jour du mois qui suit";

Art. 110. L'article 109 produit ses effets le 1^{er} août 2015.

TITRE VI. — Energie

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales*

Art. 111. A l'article 14, § 8, de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, inséré par la loi-programme du 22 décembre 2008 et modifié en dernier lieu par la loi-programme du 19 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 12 et 13 :

« Pour l'année 2015, le montant global de la contribution de répartition est fixé à 200 millions d'euros, ce montant tenant compte d'une réduction de 32,74 % correspondant au temps d'indisponibilité du parc nucléaire pour les raisons de sécurité, telles que constatées par l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire. Ce montant est affecté au budget des Voies et Moyens. »;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 24 et 25, devenant les alinéas 25 et 26 :

« Pour l'année 2015, la société de provisionnement nucléaire transfère la contribution de répartition visée au présent paragraphe au plus tard le 31 décembre 2015 sur le compte bancaire 679-2003169-22 à l'attention du SPF Finances.

Pour l'année 2015, le montant de la contribution de répartition individuelle doit être payé par les exploitants nucléaires visés à l'article 2, 5°, et toute autre société visée à l'article 24, § 1^{er}, à la société de provisionnement nucléaire au plus tard pour le 31 janvier 2016. »;

3° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'article 49 du CIR/92, la déduction de la contribution de répartition pour l'année 2015 s'opère sur les revenus imposables de la période imposable 2015. ».

« Het vierde lid is niet van toepassing op de vennootschappen die door de Koning zijn erkend als centrale depositaris voor financiële instrumenten in de zin van het gecoördineerd koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 betreffende de bewaargeving van vervangbare financiële instrumenten en de vereffening van transacties op deze instrumenten, of die een vergunning hebben als met vereffeninginstelling gelijkgestelde instelling overeenkomstig artikel 36/26, § 7, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organieke statuut van de Nationale Bank van België. »;

2° in het vijfde lid worden de woorden "een percentage van 2,37 pct." vervangen door de woorden "een percentage van 3,39 pct.";

3° in het zevende lid worden de woorden "een percentage van 1,88 pct." vervangen door de woorden "een percentage van 2,69 pct.".

B. 1° in het vijfde lid, laatstelijk gewijzigd bij de bepaling onder A, worden de woorden "een percentage van 3,39 pct." vervangen door de woorden "een percentage van 4,88 pct.";

2° in het zevende lid, laatstelijk gewijzigd bij de bepaling onder A, worden de woorden "een percentage van 2,69 pct." vervangen door de woorden "een percentage van 3,88 pct.".

Art. 108. Artikel 107, A, treedt in werking vanaf aanslagjaar 2016.

Artikel 107, B, treedt in werking vanaf aanslagjaar 2017.

*Afdeling 3. — Wijziging van artikel 275¹⁰
van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Art. 109. In artikel 275¹⁰ van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de programmawet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid, 3°, wordt aangevuld met de volgende zinsdeel :

« de termijn van 48 maanden vangt aan op de eerste dag van de maand volgend op die inschrijving. »;

2° in het derde lid worden de woorden "op het ogenblik van" vervangen door de woorden "op de eerste dag van de maand volgend op";

Art. 110. Artikel 109 heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 2015.

TITEL VI. — Energie

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales*

Art. 111. In artikel 14, § 8, van de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze centrales, ingevoegd bij de programmawet van 22 december 2008 en laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het 12^e lid en het 13^e lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

« Het globaal bedrag van de repartitiebijdrage voor het jaar 2015 is vastgesteld op 200 miljoen euro, waarbij dit bedrag rekening houdt met een vermindering van 32,74 % die overeenstemt met de periode van onbeschikbaarheid van het nucleaire park omwille van veiligheidsredenen, zoals vastgesteld door het Federaal Agentschap voor de Nucleaire Controle. Dit bedrag wordt aangewend voor de Rijksmiddelenbegroting. »;

2° tussen het 24^{ste} lid en het 25^e lid, die het 25^e lid en het 26^e lid worden, worden twee leden ingevoegd, luidende :

« Voor het jaar 2015 draagt de kernprovisievenootschap de repartitiebijdrage bedoeld in deze paragraaf uiterlijk op 31 december 2015 over op bankrekening 679-2003169-22 ter attentie van de FOD Financien.

Voor het jaar 2015 moet het bedrag van de individuele repartitiebijdrage worden betaald door de kernexploitanten bedoeld in artikel 2, 5°, en elke andere vennootschap bedoeld in artikel 24, § 1, aan de kernprovisievenootschap op uiterlijk 31 januari 2016. »;

3° de paragraaf wordt aangevuld met een lid luidende :

« Voor de toepassing van artikel 49 van het WIB/92, wordt de aftrek van de repartitiebijdrage voor het jaar 2015 toegepast op de belastbare inkomens van het belastbare tijdperk 2015. ».

Art. 112. Dans l'article 22bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi-programme du 22 décembre 2008 et modifié en dernier lieu par la loi-programme du 19 décembre 2014, les mots "alinéas 1^{er} à 14" sont remplacés par les mots "alinéas 1^{er} à 15".

Art. 113. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 2. — *Confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations*

Art. 114. L'arrêté royal du 19 décembre 2014 portant modifications de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité et de l'arrêté royal du 2 avril 2014 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché du gaz naturel, est confirmé avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Art. 115. L'arrêté royal du 19 décembre 2014 déterminant les montants pour 2015 des fonds destinés au financement du coût réel résultant de l'application de prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel aux clients protégés résidentiels, est confirmé avec effet au 1^{er} janvier 2015.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Ch. MICHEL

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre de l'Intégration sociale,
W. BORSUS

La Ministre de l'Energie,
Mme M. C. MARGHEM

La Ministre du Budget,
Mme S. WILMES

Scellé du sceau de l'Etat :

Pour le Ministre de la Justice, absent :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi,
de l'Economie et des Consommateurs,
chargé du Commerce extérieur,
K. PEETERS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)
Documents : 54-1479.
Compte rendu intégral : 17 décembre 2015.

Art. 112. In artikel 22bis, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd door de programmawet van 22 december 2008 en laatstelijk gewijzigd bij de programmawet van 19 december 2014, worden de woorden "eerste tot veertiende lid" vervangen door de woorden "eerste tot vijftiende lid".

Art. 113. Dit hoofdstuk treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK 2. — *Bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen krachtens de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen*

Art. 114. Het koninklijk besluit van 19 december 2014 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt en van het koninklijk besluit van 2 april 2014 tot vaststelling van de nadere regels betreffende een federale bijdrage bestemd voor de financiering van bepaalde openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de aardgasmarkt, wordt bekrachtigd met ingang van 1 januari 2015.

Art. 115. Het koninklijk besluit van 19 december 2014 tot vaststelling van de bedragen voor 2015 van de fondsen die bestemd zijn voor de financiering van de werkelijke kostprijs ingevolge de toepassing van maximumprijzen voor de levering van elektriciteit en aardgas aan beschermde residentiële afnemers, wordt bekrachtigd met ingang van 1 januari 2015.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Ch. MICHEL

De Minister van Werk,
K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
W. BORSUS

De Minister van Energie,
Mevr. M. C. MARGHEM

De Minister van Begroting,
Mevr. S. WILMES

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie, afwezig :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Werk,
Economie en Consumenten,
belast met Buitenlandse Handel
K. PEETERS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)
Stukken : 54-1479.
Integraal verslag : 17 december 2015.